

DIAGNOSTIC CLIMATIQUE ET ACTION D'ADAPTATION INCLUSIVE

DJERBA MIDOUN



**MARS
2026**

DIAGNOSTIC CLIMATIQUE ET ACTION D'ADAPTATION INCLUSIVE

DJERBA MIDOUN

TABLE DES MATIÈRES

I	PRÉSENTATION DU PROJET ACICT	03
II	PRÉSENTATION DE LA COMMUNE DE DJERBA MIDOUN	05
III	ETAT DE LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE ET DES PARTENARIATS DE LA COMMUNE	05
IV	ACTIONS ET INITIATIVES STRUCTURANTES D'ADAPTATION CLIMATIQUE	07
V	DÉFIS PERSISTANTS ET ENJEUX D'ADAPTATION CLIMATIQUE	08
VI	ÉVALUATION DE LA MATURITÉ CLIMATIQUE DE LA COMMUNE	08
VII	ENJEUX SPÉCIFIQUES DE GENRE ET INCLUSION FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	11
VIII	CARTOGRAPHIE DES ACTEURS INSTITUTIONNELS DE LA COMMUNE	13
IX	CARTOGRAPHIE DES OSC LOCALES	15
X	INVENTAIRE DES OUTILS DE PLANIFICATION	17
XI	BESOINS EN RENFORCEMENT DES CAPACITÉS CLIMATIQUES	18
XII	BESOINS EN OUTILS ET INSTRUMENTS D'ACTION CLIMATIQUE	19
XIII	RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES POUR L'ADAPTATION CLIMATIQUE	21
XIV	CRÉATION D'UNE CELLULE CLIMAT COMMUNALE	24
XV	PROGRAMME DE FORMATION DES ACTEURS INSTITUTIONNELS	24
XVI	PROGRAMME DE FORMATION DES OSC LOCALES	28
XVII	CRÉATION D'UN GROUPE DE LEADERSHIP POUR L'ACTION CLIMATIQUE LOCALE	32
XVIII	STRATÉGIE DE COMMUNICATION ET SENSIBILISATION LOCALE	37
	CONCLUSION	39
	ANNEXES	40

I. Présentation du projet ACICT

La Tunisie est considérée comme l'un des pays les plus exposés aux effets du changement climatique en Méditerranée. Selon la Banque mondiale¹, le pays fait face à :

- Un stress hydrique très élevé, aggravé par la diminution de la disponibilité en eau ;
- Une baisse et une variabilité accrue des précipitations, avec de fortes irrégularités régionales ;
- Une augmentation des températures moyennes et extrêmes, accompagnée de vagues de chaleur plus fréquentes ;
- Des sécheresses plus intenses et une dégradation progressive des ressources naturelles ;
- Un risque accru d'inondations soudaines, notamment dans les zones urbaines et côtières.

Les impacts du changement climatique ne sont pas uniformes. À l'échelle internationale, les analyses de l'ONU Femmes² montrent que les inégalités sociales et économiques peuvent accroître la vulnérabilité des femmes et des groupes marginalisés face aux effets climatiques.

Le Gender Action Plan de l'UNFCCC souligne également l'importance d'intégrer l'égalité de genre dans l'action climatique pour garantir une participation plus équitable.

Face à ces défis, le projet Action climatique inclusive dans les communes tunisiennes (ACICT), mis en œuvre de mars 2024 à février 2029 par la Fédération canadienne des municipalités (FCM) et le Centre International de Développement pour la Gouvernance Locale Innovante (CILG), en coopération avec le Ministère de l'Intérieur/IPAPD et le Ministère de l'Environnement, et financé par Affaires Mondiales Canada (AMC), vise à renforcer la résilience des communes tunisiennes tout en plaçant l'équité et l'inclusion au cœur de l'action locale.

Dans une logique d'équité territoriale et de représentativité régionale, neuf communes tunisiennes situées dans trois zones (Nord, Centre et Sud) ont été sélectionnées pour bénéficier de l'accompagnement du projet ACICT à la suite d'un Appel à Manifestation d'Intérêt ouvert à l'ensemble des municipalités tunisiennes.

Les communes bénéficiaires sont réparties comme suit :

Zone	Gouvernorat	Délégation	Commune
Nord	Béja	Medjez El Beb	Medjez El Beb
	Nabeul	Dar Chaâbane El Fehri	Dar Chaâbane El Fehri
	Siliana	Bargou	Bargou
Centre	Mahdia	Mahdia	Mahdia
	Sidi Bouzid	Bir El Hfey	Rahal
	Kairouan	Hajeb El Ayoun	Chouachi
Sud	Médenine	Djerba Midoun	Djerba Midoun
	Kébili	Kébili Sud	Bcheelli Jersine Blidet
	Gafsa	Métlaoui	Métlaoui

Tableau 1 : Communes bénéficiaires du programme

1. [Climate Risk Profile: Tunisia \(2025\): The World Bank Group](#)

2. [ONU Femme : Comment les inégalités de genre et le changement climatique sont interconnectés avril 2025](#)

La sélection reposait sur l'intérêt manifesté par les communes pour renforcer leurs capacités en matière de gouvernance climatique, ainsi que sur la volonté du projet d'intervenir dans des territoires présentant des vulnérabilités climatiques variées et représentatives de la diversité des contextes tunisiens.

Les actions menées s'articulent autour de trois axes principaux :



Les activités incluent principalement :

- Des diagnostics climatiques,
- La production d'outils et guides pratiques,
- La mise en place de programmes spécifiques de renforcement des capacités,
- La promotion de la participation des OSC, des femmes et jeunes, et autres groupes vulnérables,
- L'accompagnement dans l'élaboration ou l'amélioration de plans climatiques locaux.
- Des stratégies de communication locales inclusives, et de sensibilisation du grand public
- Ainsi que des actions de plaidoyer, de réseautage, et d'engagement communautaire.

Dans le cadre du projet ACICT, une évaluation de la maturité climatique des communes partenaires a été mise en place afin d'apprécier de manière structurée leur niveau de préparation face aux changements climatiques. Cette évaluation vise à analyser conjointement l'exposition des territoires aux principaux aléas climatiques et la capacité des communes à y répondre à travers leurs politiques, leurs institutions, leurs outils opérationnels et leurs pratiques inclusives.

L'approche retenue repose sur une grille d'analyse multidimensionnelle couvrant notamment la vulnérabilité climatique, les capacités locales d'adaptation, la gouvernance institutionnelle, les partenariats multi-acteurs, l'intégration du genre et de l'inclusion sociale, ainsi que la disponibilité des outils techniques. Pour chaque dimension, des indicateurs synthétiques permettent d'aboutir à des scores agrégés traduisant le niveau de maturité atteint.

Ces scores sont ensuite mobilisés pour construire des indices de lecture globale, distinguant d'une part le niveau de risque climatique auquel la commune est exposée, et d'autre part sa capacité d'adaptation. Leur combinaison permet de produire un Indice de Maturité Climatique, exprimé de manière simple et lisible, offrant une vision d'ensemble de la résilience climatique communale. Cet indice ne constitue pas un outil de classement, mais un instrument d'aide à la décision destiné à identifier les forces, les faiblesses et les priorités d'accompagnement dans le cadre du projet ACICT.

Le présent rapport consolide l'ensemble des éléments produits ainsi que les appuis mobilisés au profit de la commune de Djerba Midoun dans le cadre du projet ACICT. Il vise à fournir une analyse structurée et approfondie de la situation climatique locale et s'articule autour des axes suivants :

- Une caractérisation territoriale, socio-économique et démographique de la commune.
- Le profil climatique de la commune, incluant le contexte local, l'identification des populations vulnérables, l'analyse de l'exposition aux principaux aléas climatiques (stress hydrique, érosion et submersion marines, vagues de chaleur), ainsi que les projections climatiques
- L'état de la gouvernance climatique locale et des partenariats multi-acteurs, accompagné d'une présentation des actions et initiatives mises en œuvre en matière d'adaptation climatique ;
- L'évaluation de la maturité climatique de la commune, intégrant les dimensions : vulnérabilité climatique, capacités locales, gouvernance institutionnelle, partenariats multi-acteurs, inclusion sociale et genre, ainsi que disponibilité des outils techniques.
- Les enjeux spécifiques liés au genre et à l'inclusion face aux changements climatiques au niveau de la commune,
- La cartographie des acteurs institutionnels impliqués dans la gouvernance climatique locale, l'évaluation des interactions existantes.
- La cartographie des organisations de la société civile (OSC) locales,
- L'inventaire des instruments et outils de planification pertinents pour l'adaptation aux changements climatiques
- L'identification des besoins prioritaires de la commune en matière de renforcement de capacités, notamment en formation, outils et instruments pour l'action climatique, sensibles au genre et à l'inclusion sociale ;
- Enfin, la formulation de recommandations visant à orienter le renforcement de la résilience climatique de la commune.

Le présent rapport comporte aussi les principaux dispositifs et outils élaborés en réponse aux défis identifiés et aux besoins exprimés par la commune et autres acteurs locaux, notamment :

- Un programme de formation des acteurs institutionnels territoriaux et de priorisation des activités de formation fondé sur les résultats du diagnostic de maturité climatique ;
- Un programme de formation des organisations de la société civile (OSC) locales ;
- La constitution d'un groupe de leadership local, issu de la population communale, composé notamment de femmes et jeunes et groupes vulnérables.
- Un programme de formation et d'accompagnement du groupe de leadership ainsi constitué ;
- L'élaboration d'une stratégie de communication locale, de sensibilisation des acteurs territoriaux et grand public.

II. Présentation de la commune de Djerba Midoun

La commune de Djerba Midoun est située au sud-est de l'île de Djerba, occupant une superficie d'environ 195,6 km². Cette commune constitue l'une des trois principales délégations de l'île (Houmt Souk, Midoun et Ajim), relevant administrativement du gouvernorat de Médenine. Caractérisée par une topographie relativement plate, elle présente un littoral diversifié, long d'une vingtaine de kilomètres, composé essentiellement de plages sableuses, ce qui en fait un pôle touristique majeur en Tunisie et en Méditerranée. Cette attractivité touristique se reflète dans une économie locale dynamique largement orientée vers le tourisme, les services associés (hébergement, restauration, commerce), ainsi que vers des activités connexes telles que l'artisanat et les loisirs touristiques.

Sur le plan agricole, la commune maintient une activité significative dominée par l'arboriculture, notamment les cultures étagées des menzels (palmiers, oliviers, vignes, arbres fruitiers), bien que cette activité soit confrontée à des défis croissants liés à la disponibilité et à la qualité des ressources en eau, ainsi qu'à la pression urbaine sur les terres agricoles.

Selon le dernier recensement de la population et de l'habitat (RGPH 2024), Djerba Midoun compte une population totale de 74 437 habitants, soit environ 41,16 % de la population totale de l'île de Djerba (180 831 habitants). Sa population connaît une croissance importante, marquée par un solde migratoire interne positif élevée (+2706 habitants), résultat de l'attractivité économique et touristique de la commune, notamment par rapport à la commune voisine de Houmt Souk (+1018 habitants) et d'Ajim (solde négatif).

Le taux d'urbanisation atteint 100 %, indiquant une densification urbaine élevée, avec une densité de population de 380 habitants/km², bien supérieure à la moyenne régionale du gouvernorat de Médenine (52,3 hab./km²). Cette densification souligne la pression croissante sur les ressources locales, les infrastructures et les services municipaux.

Par ailleurs, la population de Midoun présente un taux d'analphabétisme relativement faible (10,61 %) par rapport à la moyenne du gouvernorat (16,06 %) et nationale (19,27 %). Le taux de chômage global est évalué à 9,22 %, avec une préoccupation spécifique concernant les jeunes diplômés du supérieur, dont le taux de chômage atteint 18,2 %, illustrant un défi socio-économique significatif pour la commune en matière d'intégration professionnelle et de dynamisation économique locale.

Cette caractérisation socio-économique et démographique montre clairement les atouts mais aussi les défis majeurs auxquels la commune est confrontée dans sa trajectoire de développement durable et résilient face aux enjeux climatiques actuels et futurs.



III. Etat de la gouvernance climatique et des partenariats de la commune

1- CADRE INSTITUTIONNEL ET GOUVERNANCE LOCALE

La commune de Djerba Midoun se distingue par une gouvernance climatique locale relativement solide et avancée par rapport à d'autres communes tunisiennes. Elle bénéficie d'une structure institutionnelle claire et organisée, intégrant explicitement les enjeux climatiques dans ses documents de planification stratégique tels que le Plan de Développement Local (PDL).

En effet, Djerba Midoun a intégré progressivement la gestion des risques climatiques dans ses processus décisionnels et administratifs locaux, illustrée par l'élaboration d'un plan d'urgence communal destiné à gérer efficacement les risques spécifiques liés aux aléas climatiques, tels que les submersions côtières et les inondations. Ce plan comprend notamment des procédures d'évacuation rapide des zones touristiques à risque et une communication adaptée à la population locale via des systèmes d'alerte précoces (notamment SMS) en cas de fortes pluies.

2- PARTENARIATS MULTI-ACTEURS EXISTANTS

La gouvernance climatique à Djerba Midoun est renforcée par la richesse et la diversité des partenariats existants impliquant de nombreux acteurs publics, privés et de la société civile :

- Acteurs institutionnels publics : Ministère de l'Environnement, APAL (Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral), ANGED (Agence Nationale de Gestion des Déchets), CRDA (Commissariat Régional au Développement Agricole), ainsi que les services déconcentrés tels que l'ONAS (Office National de l'Assainissement) et la SONEDE (Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux). Ces institutions jouent un rôle déterminant dans la gestion intégrée du littoral, la gestion des déchets, la gestion des ressources hydriques et les interventions liées aux infrastructures critiques.
- Acteurs du secteur privé : Fédération Tunisienne de l'Hôtellerie (FTH), agences de voyages locales et animateurs touristiques contribuent activement à la promotion d'un tourisme durable et responsable, notamment par l'adoption d'énergies renouvelables (solaire thermique et photovoltaïque) pour réduire leur empreinte carbone.
- Société civile et ONG locales : La société civile locale (Association pour la sauvegarde de l'île de Djerba - ASSIDJE, Association Initiative Tunisienne, Association pour la protection et l'amélioration de l'environnement de Djerba) joue un rôle actif dans la sensibilisation citoyenne et la mise en œuvre concrète de projets environnementaux, tels que la protection des zones humides et la végétalisation des espaces urbains.
- Partenaires techniques et financiers internationaux : Plusieurs projets d'envergure sont cofinancés par des organismes internationaux comme le WWF, la JICA (Agence Japonaise de Coopération Internationale), et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Ces projets incluent notamment des initiatives telles que la gestion durable des zones côtières, l'installation de récifs artificiels pour protéger les plages de l'érosion, et l'amélioration de la gestion des ressources en eau via une usine de dessalement d'eau de mer et la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation.

IV. Actions et initiatives structurantes d'adaptation climatique

Parmi les initiatives concrètes témoignant de l'engagement de Djerba Midoun dans la gouvernance climatique :

- Usine de dessalement d'eau de mer (SONEDE) : mise en service en 2018, cette usine représente un pilier fondamental de la stratégie d'adaptation hydrique locale.

- Gestion intégrée des zones côtières (GIZC) : pilotée par l'APAL, elle inclut des mesures réglementaires (moratoire sur les constructions littorales), techniques (zones tampons végétalisées, récifs artificiels) et opérationnelles (système d'alerte précoce inondation en collaboration avec Météo-France).
- Promotion des énergies renouvelables : installations photovoltaïques et chauffe-eaux solaires dans les hôtels pour réduire la dépendance énergétique et l'empreinte carbone.
- Projets agricoles innovants : adoption de pratiques agricoles durables telles que l'irrigation goutte-à-goutte enterrée et la culture hydroponique, encouragées par l'Agence de Vulgarisation Agricole.
- Implication des femmes et des jeunes : intégration des groupes vulnérables dans les décisions climatiques locales, notamment via le programme ACICT qui assure leur autonomisation économique et renforce leur capacité de résilience face aux aléas climatiques.

V. Défis persistants et enjeux d'adaptation climatique

Malgré ces avancées significatives, des défis persistent, notamment en matière de coordination interinstitutionnelle. La multiplicité des acteurs impliqués dans la gouvernance climatique crée parfois des situations complexes nécessitant une meilleure harmonisation des actions, notamment au sein des trois communes de l'île de Djerba (Midoun, Houmt Souk, Ajim), ainsi qu'entre les niveaux local et régional.

La gouvernance climatique à Djerba Midoun se distingue par une structure institutionnelle solide, une forte implication des acteurs locaux, nationaux et internationaux, et par la mise en œuvre de projets concrets d'adaptation climatique. Toutefois, des efforts supplémentaires restent nécessaires pour améliorer la coordination inter-acteurs, renforcer davantage l'intégration du genre et de l'inclusion sociale, et assurer la pérennité des ressources naturelles fragilisées par les changements climatiques.

VI. Évaluation de la maturité climatique de la commune

L'évaluation de la maturité climatique s'inscrit dans le cadre du projet ACICT comme un outil de lecture synthétique du niveau de préparation de la commune face aux changements climatiques. Elle permet d'apprécier, de manière structurée, les forces et les limites de l'action climatique locale, ainsi que les marges de progression en matière de capacités institutionnelles, opérationnelles et inclusives.

Cette évaluation repose sur une analyse croisée de plusieurs dimensions clés de la gouvernance climatique locale, couvrant à la fois la vulnérabilité du territoire, les capacités d'adaptation, la gouvernance institutionnelle, les partenariats, l'intégration du genre et de l'inclusion sociale, ainsi que les outils disponibles. Elle s'appuie sur les diagnostics existants, les informations fournies par la commune et les échanges menés dans le cadre du projet.

Les résultats sont présentés sous forme de scores synthétiques par dimension, permettant une lecture claire et comparative du niveau de maturité climatique de la commune, et servant de base à l'identification des besoins prioritaires en renforcement des capacités.

A. VULNÉRABILITÉ ET EXPOSITION AUX ALÉAS CLIMATIQUES **SCORE : 3** → **Élevé**

Djerba Midoun est fortement exposée aux risques climatiques majeurs suivants :

- Stress hydrique structurel, avec une pluviométrie annuelle faible (~200 mm/an), menaçant l'approvisionnement en eau et la nappe phréatique fortement salinisée
- Érosion côtière et submersion marine, affectant significativement les plages touristiques essentielles à l'économie locale.
- Augmentation des températures et vagues de chaleur, impactant directement le confort touristique et les activités agricoles locales.

B. CAPACITÉS LOCALES D'ADAPTATION **SCORE : 2** → **Modéré**

La commune de Djerba Midoun bénéficie de capacités d'adaptation significatives mais non pleinement suffisantes :

- Mise en place d'une usine de dessalement d'eau de mer fonctionnelle depuis 2018, assurant une sécurité hydrique essentielle.
- Adoption progressive de techniques agricoles innovantes : irrigation goutte-à-goutte enterrée, culture hydroponique.
- Existence d'un plan d'urgence communal opérationnel pour l'évacuation en cas d'événements climatiques extrêmes.
- Campagnes de sensibilisation locales sur les changements climatiques et leur impact.
- Cependant, la mise en œuvre reste partielle et des efforts sont nécessaires pour généraliser ces capacités.

C. GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE ET INTÉGRATION CLIMATIQUE **SCORE : 3** → **Élevé**

Djerba Midoun est dotée d'une gouvernance climatique institutionnellement robuste :

- La commune est impliquée activement dans le programme de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) sous la coordination de l'APAL.
- La thématique climatique est intégrée explicitement dans le Plan de Développement Local (PDL), avec des actions concrètes visant la transition énergétique (stations photovoltaïques, éclairage public LED).
- Existence d'un référent climatique communal clairement désigné.

Cette maturité institutionnelle constitue un levier fort pour la mise en œuvre effective des actions climatiques.

D. PARTENARIATS ET COORDINATION MULTI-ACTEURS **SCORE : 3** → **Élevé**

La commune présente un tissu partenarial riche et diversifié :

- Collaboration étroite avec les acteurs institutionnels (APAL, ANGED, ONAS, CRDA, SONEDE, etc.).
- Forte implication du secteur privé touristique (FTH, FTAV), engagé dans des initiatives climatiques concrètes (énergies renouvelables dans les hôtels).
- Mobilisation significative de la société civile locale, particulièrement active sur la sensibilisation et les projets environnementaux concrets.
- Coopération régulière avec des partenaires internationaux (WWF, JICA, PNUD), pour des projets ciblés sur la résilience côtière et écologique.

Cependant, la coordination pourrait être optimisée pour améliorer l'efficacité des interventions multi-acteurs.

E. GENRE, INCLUSION SOCIALE ET ÉQUITÉ

SCORE : 2 → Modéré

Des initiatives intéressantes commencent à être mises en place à Djerba Midoun :

- Formations spécifiques destinées aux femmes actives dans le secteur touristique (gestion durable des chambres d'hôtes, bonnes pratiques environnementales) dans le cadre du programme ACICT.
- Des mécanismes participatifs pour assurer l'implication des groupes vulnérables commencent à émerger, mais restent encore limités.

Une intensification des efforts et un cadre plus structuré de prise en compte du genre sont nécessaires pour atteindre une maturité plus élevée dans cette dimension.

F. OUTILS ET INSTRUMENTS DISPONIBLES

SCORE : 2 → Modéré

Djerba Midoun dispose déjà de plusieurs outils intéressants mais nécessite des compléments :

- Existence d'un système d'alerte précoce aux inondations en partenariat avec Météo-France.
- Utilisation de récifs artificiels pour lutter contre l'érosion côtière.
- Outils techniques d'évaluation climatique intégrés à la gestion intégrée des zones côtières (APAL/PNUD).

Toutefois, des lacunes subsistent concernant l'accès à des outils numériques interactifs (SIG climatiques détaillés, plateformes d'information citoyenne), la mise en réseau intercommunale, ainsi que des systèmes de suivi-évaluation intégrés.

G. SYNTHÈSE DES SCORES – CHOUACHI

Dimension évaluée	Score (sur 3)
Vulnérabilité et exposition aux aléas	3
Capacités locales d'adaptation	2
Gouvernance institutionnelle et intégration climatique	3
Partenariats et coordination multi-acteurs	3
Genre, inclusion sociale et équité	2
Outils et instruments disponibles	2
Indice de Risque (IR)	3
Indice de Capacité d'Adaptation (ICA)	2.4
Indice de Maturité Climatique (%)	44.44%

Tableau 2 : Maturité climatique - Djerba Midoun

L'analyse de la maturité climatique réalisée montre que la commune de Djerba Midoun possède des forces notables en matière de gouvernance institutionnelle, de partenariats multi-acteurs, et de prise en compte de sa vulnérabilité climatique. Toutefois, des améliorations importantes sont nécessaires concernant les capacités locales d'adaptation, l'intégration du genre et l'inclusion sociale, ainsi que le développement des outils techniques disponibles. Ces lacunes identifiées orientent directement la définition des besoins prioritaires en renforcement des capacités, analysés précisément dans la section suivante à partir des questionnaires renseignés par les représentants de la commune.

VII. Enjeux spécifiques de genre et inclusion face aux changements climatiques

La commune de Djerba Midoun, malgré son dynamisme économique lié principalement au tourisme, fait face à des défis spécifiques en matière d'égalité de genre et d'inclusion sociale, exacerbés par les impacts des changements climatiques.

A. CONTEXTE LOCAL DES ENJEUX D'INCLUSION ET DE GENRE

Les femmes et les jeunes de Djerba Midoun sont particulièrement vulnérables face aux changements climatiques en raison d'une économie locale très dépendante du tourisme et de l'artisanat, secteurs où ces groupes sont surreprésentés mais aussi particulièrement exposés aux impacts climatiques tels que l'érosion côtière et la raréfaction des ressources hydriques. Cette vulnérabilité économique se conjugue à une participation citoyenne limitée, notamment pour les femmes, du fait de pratiques traditionnelles et de barrières culturelles persistantes.

B. IMPACTS SPÉCIFIQUES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES FEMMES ET LES GROUPES VULNÉRABLES

Les impacts climatiques accentuent les inégalités existantes à Djerba Midoun :

- Réduction de l'autonomie économique des femmes : La diminution des ressources naturelles affecte fortement les femmes impliquées dans l'artisanat, l'agriculture familiale et les activités touristiques locales. Ceci limite leur capacité d'adaptation économique et leur autonomie financière.
- Accroissement du travail domestique : La raréfaction des ressources en eau augmente considérablement la charge de travail des femmes, notamment dans les familles à faible revenu où elles assument traditionnellement la collecte d'eau et la gestion domestique.
- Migrations climatiques et précarité accrue : Les changements climatiques, notamment l'érosion côtière et la montée du niveau marin, pourraient entraîner des déplacements forcés, affectant particulièrement les jeunes et les femmes déjà précarisés par la perte de revenus liés au tourisme ou à la pêche.

C. INITIATIVES LOCALES EN FAVEUR DU GENRE ET DE L'INCLUSION

Des initiatives ont déjà été mises en place, telles que :

- Formations dédiées aux femmes sur les bonnes pratiques environnementales et la gestion durable des entreprises touristiques et artisanales. Ceci permet de renforcer la résilience économique des femmes tout en contribuant à la protection de l'environnement local.
- Programmes ciblés de microfinance et création de coopératives féminines, visant à renforcer l'autonomie économique des femmes et leur capacité à s'adapter aux changements climatiques.
- Campagnes de sensibilisation et d'éducation environnementale dans les écoles, impliquant activement les jeunes filles et garçons afin d'améliorer leur compréhension et leur capacité à agir sur les enjeux climatiques locaux.

D. BESOINS SPÉCIFIQUES IDENTIFIÉS PAR LA COMMUNE

Les réponses aux questionnaires ont permis d'identifier précisément les besoins en matière d'égalité de genre et d'inclusion sociale :

- Renforcement des capacités des équipes municipales pour intégrer concrètement le genre dans les projets climatiques (formation sur les méthodologies ACS+, sensibilisation à l'importance de la diversité sociale dans la gouvernance climatique locale).
- Développement de formations spécifiques pour les femmes et les jeunes autour des thématiques suivantes : entrepreneuriat vert, techniques agricoles adaptées au climat, gestion durable des ressources naturelles et résilience communautaire.
- Création de mécanismes participatifs inclusifs assurant une participation active et équitable des femmes et des groupes vulnérables aux processus décisionnels climatiques locaux (focus-groups, ateliers de consultation participatifs, etc.)

La Chaîne d'impacts et vulnérabilités climatiques (CRVA) établie pour la commune de Djerba Midoun a mis en évidence une exposition élevée à plusieurs aléas climatiques : stress hydrique chronique, élévation du niveau marin, érosion côtière, et épisodes d'inondation localisée. Ces risques affectent directement les secteurs structurants du territoire, en particulier le tourisme, l'agriculture oasienne, les infrastructures côtières et les ressources en eau. Les groupes vulnérables identifiés comprennent notamment les petits agriculteurs, les femmes engagées dans l'économie domestique et touristique, ainsi que les populations vivant en périphérie des zones urbanisées.

Les besoins en renforcement des capacités identifiés par la commune permettent, dans une large mesure, de répondre à ces vulnérabilités. Les demandes de formation sur la gestion intégrée des ressources en eau, l'ingénierie environnementale, la planification territoriale et l'utilisation des outils numériques constituent des leviers pertinents face au stress hydrique, à la salinisation et à la pression sur les nappes phréatiques. De même, l'intérêt exprimé pour les systèmes d'alerte précoce, le suivi des microclimats, les plateformes de gestion de l'information climatique et les dispositifs de sensibilisation citoyenne s'aligne avec les besoins d'anticipation, de prévention et de communication autour des risques climatiques.

Sur le plan social, la commune a identifié la nécessité d'intégrer le genre et l'inclusion dans la gouvernance locale et les projets d'adaptation, en lien avec les impacts différenciés observés sur les femmes et les jeunes. Les formations sur l'approche inclusive et l'accompagnement économique des groupes vulnérables répondent aux dynamiques locales de précarité croissante liées à la perte de revenus touristiques et à la dégradation des ressources agricoles.

Cependant, certains décalages subsistent entre les vulnérabilités identifiées dans la chaîne CRVA et les besoins exprimés :

- Le secteur agricole oasien, bien que confronté à une intensification du stress hydrique et à la salinisation des sols, n'a pas fait l'objet de besoins spécifiques en matière de renforcement des capacités techniques agricoles, de gouvernance foncière ou de transition agroécologique.
- La vulnérabilité des infrastructures urbaines, notamment les réseaux d'assainissement confrontés à des débordements lors d'épisodes pluvieux intenses, n'est pas directement traduite en besoin en ingénierie urbaine ou en planification résiliente.
- Le tourisme, pilier économique de la commune, apparaît peu ciblé dans les besoins en formation ou en coordination. Les opérateurs privés ne sont pas mentionnés comme partenaires prioritaires à mobiliser, malgré leur exposition directe aux aléas climatiques et leur potentiel en matière d'innovation et de financement.
- L'articulation avec les autres communes de l'île, essentielle dans la gestion de problématiques partagées comme l'eau, les déchets ou la mobilité, n'émerge pas clairement comme un enjeu de gouvernance territoriale, alors qu'elle pourrait renforcer la cohérence des stratégies d'adaptation.

Ainsi, si la plupart des risques majeurs sont couverts par les besoins exprimés, certains domaines sensibles restent encore sous-estimés ou partiellement adressés. Une approche complémentaire, articulant diagnostic sectoriel, concertation intercommunale et mobilisation du secteur privé, permettrait de mieux aligner les dispositifs de renforcement des capacités avec l'ensemble des vulnérabilités identifiées sur le territoire.

Vulnérabilités par Zone Territoriale

Analyse spatiale des risques climatiques selon les caractéristiques de chaque zone de la commune vallonéuse



VIII. Cartographie des acteurs institutionnels de la commune

La cartographie des acteurs institutionnels impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques vise à rendre lisible l'écosystème de gouvernance climatique de la commune de Djerba Midoun. Elle permet d'identifier les parties prenantes mobilisées, de préciser leurs niveaux d'intervention (local, régional, national) et d'apprécier la nature et le degré de leur implication dans l'action climatique locale.

Cette analyse repose principalement sur les réponses au questionnaire renseigné par la commune, complétées par les échanges avec les partenaires institutionnels lors des ateliers du projet ACICT. Les acteurs sont présentés par grandes catégories, afin de faciliter la compréhension des dynamiques de coordination, d'identifier les complémentarités existantes, ainsi que les marges d'amélioration en matière de gouvernance multiniveaux.

La commune de Djerba Midoun dispose de plusieurs services techniques impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques, notamment les départements de l'Environnement, de l'Urbanisme et des Travaux publics, qui jouent un rôle central dans la planification et la résilience des infrastructures. Des services complémentaires, tels que l'Éclairage public et les Espaces verts, contribuent également aux actions de transition énergétique et d'amélioration du cadre urbain.

La présence de services spécialisés, notamment en énergie et en géomatique, témoigne d'un niveau d'organisation institutionnelle relativement avancé. Toutefois, l'absence d'une cellule climat dédiée limite la coordination transversale et la planification stratégique à long terme de l'action climatique locale.

Catégorie institutionnelle	Acteurs identifiés
Départements Municipaux Impliqués	Service d'Environnement, Service des Travaux Publics et Infrastructures, Service de l'Urbanisme et Planification Urbaine, Service des Espaces Verts et de la Biodiversité, Service de l'Éclairage Public et Énergie
Services du Gouvernorat	Sous-direction de l'Environnement, Sous-direction de l'Investissement
Directions Régionales Sectorielles	Direction Régionale de l'Environnement, Direction Régionale de l'Agriculture (CRDA), Direction Régionale de l'Aménagement du Territoire, Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral (APAL)
Structures Ministérielles	Ministère de l'Équipement et de l'Habitat (DGAT, AFH), Ministère de l'Économie et de la Planification (ODS, ODNO), Ministère du Tourisme (ONTT), Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche Maritime (DGF, CRDA, OTD)
Agences Déconcentrées Actives	(Agence Nationale de Protection de l'Environnement) ANPE, Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGED), Office National de l'Assainissement (ONAS), Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral (APAL), Agence Nationale pour la Maîtrise de l'Énergie (ANME)
Institutions de Recherche et Universités	Faculté des sciences de Sfax, Instituts Supérieurs des Etudes Technologiques ISET Djerba, Instituts Supérieurs des Etudes Technologiques ISET Médenine

Tableau 3 : Acteurs de la gouvernance climatique locale à DJERBA MIDOUN

Analyse de la cartographie des acteurs

La cartographie des acteurs institutionnels impliqués dans l'adaptation aux changements climatiques met en évidence un écosystème de gouvernance relativement dense et diversifié au niveau de la commune de Djerba Midoun. Les acteurs identifiés couvrent l'ensemble des niveaux d'intervention — local, régional et national — et relèvent aussi bien des services communaux que des services déconcentrés de l'État, des agences techniques spécialisées et des institutions de formation et de recherche.

Au niveau communal, l'implication de plusieurs services techniques traduit une capacité opérationnelle significative pour intégrer les enjeux climatiques dans la planification territoriale, la gestion des infrastructures et l'amélioration du cadre de vie. Cette organisation interne constitue un atout important pour la mise en œuvre des actions d'adaptation. Toutefois, l'absence d'un dispositif transversal dédié au climat limite encore la coordination interservices et la structuration d'une vision stratégique de long terme.

Les relations avec les services du gouvernorat et les directions régionales sectorielles témoignent d'une coopération verticale existante, mobilisée principalement autour de thématiques clés telles que l'environnement, l'agriculture, l'aménagement du territoire et la gestion du littoral. Néanmoins, ces interactions demeurent majoritairement sectorielles et souvent liées à des projets spécifiques, ce qui restreint leur contribution à une approche intégrée et continue de l'adaptation climatique à l'échelle territoriale.

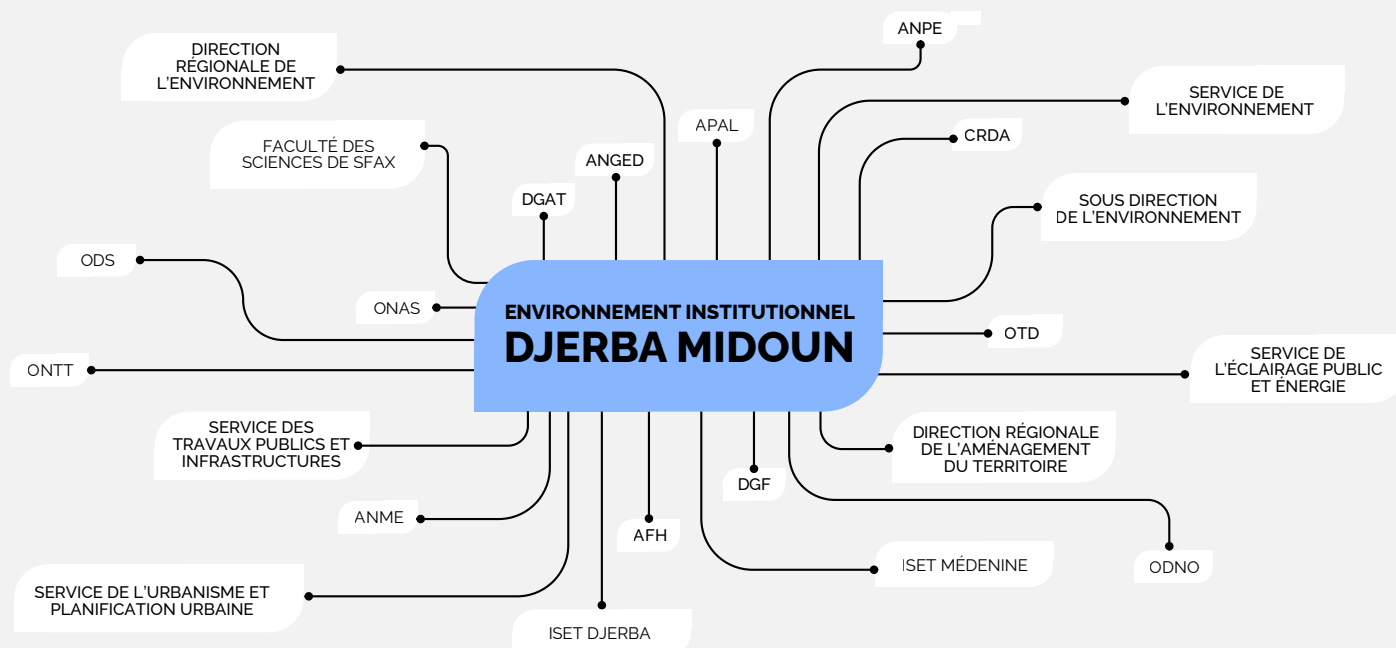
À l'échelle nationale, la commune bénéficie de relations avec plusieurs structures ministérielles et agences techniques, traduisant un bon niveau de connectivité institutionnelle. Ces partenariats constituent un levier essentiel pour l'accès à l'expertise, aux ressources techniques et aux dispositifs nationaux d'appui. Toutefois, leur mobilisation reste encore largement dépendante de cadres de projets ponctuels, en l'absence de mécanismes formalisés et pérennes de coopération.

Enfin, l'existence de liens avec des établissements d'enseignement supérieur et de formation technique représente un potentiel important pour le renforcement des compétences locales et l'appui scientifique à l'action climatique.

Ce potentiel demeure cependant sous-exploité, faute de cadres structurés favorisant le transfert de connaissances, l'innovation territoriale et l'intégration systématique de l'expertise académique dans les processus de planification climatique

Dans l'ensemble, la commune de Djerba Midoun présente un positionnement institutionnel favorable pour l'adaptation climatique, caractérisé par une diversité d'acteurs mobilisables et une capacité avérée à activer des partenariats multi-niveaux. Le principal enjeu réside désormais dans la structuration, la coordination et la pérennisation de ces relations afin de renforcer la cohérence, l'efficacité et l'impact à long terme de l'action climatique locale.

Environnement institutionnel - Commune de Djerba midoun



IX. Cartographie des OSC locales

La cartographie des organisations de la société civile (OSC) permet d'analyser le rôle des acteurs associatifs locaux dans la réponse aux enjeux climatiques et dans le renforcement de la résilience territoriale. Elle vise à apprécier le niveau de structuration du tissu associatif, la nature des actions menées, les capacités organisationnelles et techniques disponibles, ainsi que les dynamiques de coopération avec les acteurs institutionnels. Cette analyse s'appuie sur les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du projet ACICT, fondé sur l'exploitation de bases de données existantes, les réponses des associations à un formulaire structuré et une revue documentaire approfondie

Profil général de la société civile à Djerba Midoun

La commune de Djerba Midoun bénéficie d'un secteur associatif dynamique et diversifié, caractérisé par la présence d'organisations relativement bien structurées et expérimentées. Les associations locales mènent des actions concrètes dans plusieurs domaines directement liés aux enjeux climatiques du territoire, notamment :

- La protection du littoral,
- La gestion durable des ressources en eau,
- La gestion des déchets,
- La préservation de la biodiversité marine et terrestre,
- La promotion des énergies renouvelables et du patrimoine naturel et culturel.

Ce dynamisme est favorisé par une coopération relativement efficace avec les autorités locales, les bailleurs internationaux et certains acteurs privés, ce qui facilite la mise en œuvre de projets structurants et renforce la capacité de mobilisation de ressources techniques et financières

Typologie des OSC et domaines d'intervention

Le tissu associatif local se compose de plusieurs profils complémentaires :

- Associations environnementales et climatiques spécialisées, actives dans la protection du littoral, la biodiversité marine, la gestion des écosystèmes et la sensibilisation environnementale
- Associations à vocation socio-économique et communautaire, intégrant progressivement la dimension climatique dans des actions de développement local, d'autonomisation des femmes et de soutien aux jeunes ;
- Associations culturelles et patrimoniales, contribuant indirectement à la résilience territoriale à travers la valorisation du patrimoine naturel et culturel de l'île.

Cette diversité permet une couverture relativement large des enjeux climatiques, tout en favorisant des approches complémentaires combinant protection environnementale, développement local et inclusion sociale.

Capacités et dynamiques partenariales

Les capacités organisationnelles et techniques des OSC à Djerba Midoun sont globalement plus avancées que dans plusieurs autres communes partenaires du projet. Les associations disposent, pour une part significative, d'une expérience dans la gestion de projets, la mobilisation communautaire et la collaboration avec des partenaires institutionnels et internationaux.

Toutefois, ces capacités restent inégalement réparties et souvent dépendantes de financements externes. La pérennité des actions demeure fragile en l'absence de mécanismes formalisés d'intégration des initiatives associatives dans les politiques publiques locales et les stratégies territoriales de long terme.

Inclusion sociale, genre et participation

Malgré le dynamisme associatif observé, l'intégration effective des populations vulnérables dans les processus décisionnels reste perfectible. Plusieurs constats se dégagent :

- Une participation encore insuffisamment structurée et continue des femmes,
- Une implication variable des jeunes et des groupes marginalisés,
- Une gouvernance associative parfois peu inclusive dans la définition des priorités et la conduite des projets.

L'enjeu principal identifié pour Djerba Midoun réside ainsi dans le renforcement de l'inclusion sociale et du genre au sein des mécanismes de gouvernance climatique locale, afin de transformer les bénéficiaires en acteurs à part entière de la résilience territoriale

X. Inventaire des outils de planification

L'analyse des instruments et outils de planification visant à identifier les priorités et projets territoriaux en matière d'adaptation aux changements climatiques a conduit, dans un premier temps, à l'élaboration d'un inventaire exhaustif des réalisations dans ce domaine par les différents acteurs concernés. Cet inventaire a permis de regrouper les instruments et outils identifiés en trois domaines complémentaires, relevant de trois départements ministériels sectoriels : la planification économique (Ministère de l'Économie et de la Planification), la planification spatiale relative à l'aménagement du territoire et des agglomérations urbaines (Ministère de l'Équipement et de l'Habitat) et la planification environnementale (Ministère de l'Environnement).

Dans un second temps, une analyse de ces instruments et outils a été menée sur la base de la consultation de documents méthodologiques, pratiques et de capitalisation, ainsi que d'entretiens réalisés au niveau central avec des représentants d'organismes publics et de coopération, et au niveau local avec les représentants des neuf communes partenaires du projet ACICT. Les résultats de cette revue sont présentés en trois parties complémentaires : (i) l'inventaire et l'analyse des instruments de planification locale ; (ii) l'analyse de l'intégration du changement climatique dans les processus de planification ; (iii) la formulation de recommandations visant à améliorer la prise en compte des changements climatiques dans la planification locale.

L'analyse des instruments et outils de planification mobilisés par la commune de Djerba Midoun met en évidence l'existence de plusieurs dispositifs structurants contribuant à la prise en compte des enjeux climatiques à l'échelle locale. Ces instruments relèvent principalement de la planification territoriale, de la gestion des risques et de la protection du littoral, en cohérence avec les principales vulnérabilités climatiques identifiées sur le territoire communal.

Le Plan de Développement Local constitue l'outil central de planification communale. Il intègre, de manière encore partielle, certaines considérations liées à l'adaptation aux changements climatiques, notamment en lien avec l'aménagement du territoire et la gestion des infrastructures. De même, le plan d'urgence communal est mobilisé pour faire face aux événements climatiques extrêmes, en particulier les risques d'inondation, bien que son articulation avec les outils de planification stratégique reste perfectible.

La commune dispose également d'outils techniques spécifiques développés dans le cadre de la gestion intégrée des zones côtières, en partenariat avec l'Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral et le Programme des Nations Unies pour le Développement. Ces outils, combinés à la mise en place de solutions techniques telles que les récifs artificiels, traduisent une prise en compte opérationnelle des enjeux d'érosion côtière et de submersion marine, particulièrement sensibles pour un territoire à forte vocation touristique.

Par ailleurs, l'existence d'un système d'alerte précoce aux inondations, mis en œuvre en partenariat avec Météo-France, constitue un levier important pour la gestion des risques climatiques et la protection des populations. Cet outil renforce la capacité de réaction de la commune face aux aléas climatiques extrêmes, même si son déploiement reste principalement orienté vers la gestion de crise.

Toutefois, l'analyse met en évidence plusieurs limites dans l'arsenal d'outils disponibles. La commune ne dispose pas encore d'outils numériques interactifs tels que des systèmes d'information géographique climatiques détaillés, de plateformes d'information citoyenne ou de dispositifs structurés de suivi-évaluation des actions climatiques. Ces lacunes limitent la capacité de la commune à assurer une planification intégrée, un suivi régulier des actions mises en œuvre et une meilleure appropriation des enjeux climatiques par les acteurs locaux et les citoyens.

Dans l'ensemble, les instruments et outils de planification existants à Djerba Midoun constituent une base opérationnelle intéressante pour l'action climatique locale. Néanmoins, leur niveau

d'intégration, d'articulation et d'opérationnalisation demeure encore insuffisant pour soutenir une stratégie d'adaptation pleinement structurée et pérenne, ce qui justifie le niveau de maturité modéré attribué à cette dimension.

Impacts du changement climatique signalés au niveau de la commune	Outils de planification économique et spatiale	Outils de planification environnementale et CC
- Érosion des plages à cause de l'érosion marine - Augmentation de la température et dégradation du confort thermique pour le tourisme qui constitue le pilier de l'économie de la commune et de l'île de Djerba - Baisse des précipitations et des ressources en eau souterraine dans les secteurs d'agricultures irriguée (Mahboubine) : perte de variétés locales, arboricoles notamment. - L'aménagement urbain est également affecté par les CC avec des zones d'inondations - L'activité de la pêche est aussi touché par différents effets du CC : ensablement du port, invasion d'espèces exotiques...	- PAU (ordre N°254 le 29/01/2008) - PDL (2023)	- PCGD en 2010 - Plan climat (île de Djerba) - SDZSD (île de Djerba)

Tableau 4 : Synthèse des outils de planification à la commune de Djerba Midoun

IX. Besoins en renforcement des capacités climatiques

L'analyse des réponses aux questionnaires fournies par les représentants de la commune de Djerba Midoun met clairement en évidence les besoins spécifiques et prioritaires en renforcement des capacités pour améliorer la maturité climatique locale. Ces besoins se structurent selon plusieurs axes principaux :

A- FORMATION ET RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES TECHNIQUES

La commune exprime un besoin urgent de renforcer les compétences techniques spécifiques liées aux enjeux climatiques, notamment :

- La gestion durable des ressources naturelles (eau, littoral, biodiversité marine et terrestre) ;
- Les techniques agricoles adaptées au stress hydrique telles que l'irrigation économe (goutte-à-goutte enterrée, hydroponie) ;
- La gestion des risques climatiques extrêmes, particulièrement l'érosion côtière, les submersions marines et les inondations, incluant la maîtrise de systèmes d'alerte précoce ;
- La maîtrise d'outils numériques pour le suivi et l'évaluation des actions climatiques (plateformes de gestion climatique, systèmes d'information géographique (SIG)).

B- RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE MULTI-ACTEURS

La commune a identifié comme prioritaire le besoin de renforcer la coordination et la gouvernance multi-acteurs autour des enjeux climatiques. Cela inclut notamment :

- Clarifier les rôles et responsabilités des différentes institutions impliquées dans les projets climatiques (APAL, SONEDE, ANGED, CRDA, gouvernorat, autres communes) ;
- Renforcer les compétences techniques des équipes municipales et partenaires institutionnels ;
- Créer une structure permanente de coordination interinstitutionnelle afin de simplifier les procédures administratives et augmenter l'efficacité des interventions.

C- MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET TECHNIQUES

Parmi les obstacles majeurs identifiés par Djerba Midoun figure la difficulté à accéder à des financements adéquats pour les projets climatiques locaux. La commune exprime ainsi le besoin de renforcer ses compétences en gestion budgétaire et en mobilisation des financements climatiques externes (organismes internationaux, coopération internationale, partenariats public-privé), ainsi que d'acquérir une expertise en montage et suivi de projets climatiques pour optimiser l'utilisation des fonds disponibles.

D- COMMUNICATION ET SENSIBILISATION CITOYENNE

Enfin, il existe un besoin marqué de renforcer les capacités locales en matière de communication et de sensibilisation citoyenne. Former des communicants capables d'engager activement la population locale et touristique sur les enjeux climatiques spécifiques de la commune (gestion des déchets, économie d'eau, préservation du littoral) est une priorité pour la commune de Djerba Midoun.

En résumé, les besoins en renforcement des capacités à Djerba Midoun sont fortement orientés vers l'amélioration des compétences techniques locales, la meilleure intégration du genre et des groupes vulnérables, l'optimisation de la gouvernance multi-acteurs, la mobilisation efficace des ressources financières, et l'amélioration de la sensibilisation citoyenne. Répondre à ces besoins permettra à la commune de renforcer significativement sa résilience face aux impacts climatiques actuels et futurs.

X. Besoins en outils et instruments d'action climatique

Sur la base des questionnaires renseignés par les représentants de Djerba Midoun et de la documentation projet disponible, les besoins en outils et instruments spécifiques pour améliorer l'action climatique locale se concentrent autour des points suivants :

A- OUTILS DE DIAGNOSTIC ET DE CARTOGRAPHIE DES RISQUES CLIMATIQUES

La commune souligne l'importance d'avoir des outils adaptés pour évaluer précisément les vulnérabilités et les risques climatiques locaux :

- Logiciels spécialisés en cartographie des risques climatiques (SIG avancés) pour gérer les risques d'érosion côtière, de submersion marine, d'inondation et de stress hydrique.
- Outils méthodologiques et guides pratiques permettant d'effectuer des diagnostics détaillés de vulnérabilité climatique spécifiques à chaque secteur économique local (tourisme, agriculture, pêche, etc.).

B- SYSTÈMES D'ALERTE PRÉCOCE ET GESTION DES CRISES CLIMATIQUES

La nécessité de renforcer la résilience face aux événements climatiques extrêmes conduit la commune à exprimer un besoin urgent en :

- Systèmes d'alerte précoce pour phénomènes climatiques extrêmes, notamment pour anticiper les inondations et submersions côtières, avec une forte dimension participative impliquant directement les citoyens et les acteurs locaux (via SMS, applications mobiles dédiées).
- Outils digitaux interactifs de suivi et gestion des crises, accessibles aux équipes municipales pour réagir rapidement et efficacement en situation d'urgence climatique.

C- OUTILS DE SUIVI-ÉVALUATION DES PROJETS CLIMATIQUES

Djerba Midoun exprime le besoin d'améliorer le suivi et l'évaluation de l'efficacité des actions climatiques mises en œuvre :

- Outils numériques pour le suivi budgétaire des projets climatiques afin d'optimiser les ressources financières et d'améliorer la transparence dans l'usage des fonds alloués aux projets climatiques.
- Outils et indicateurs de performance spécifiques pour mesurer régulièrement les résultats obtenus, évaluer l'impact des initiatives climatiques locales et ajuster les stratégies en fonction des résultats obtenus.

D- PLATEFORMES D'ÉCHANGE ET DE CAPITALISATION

La commune manifeste également un intérêt marqué pour des instruments favorisant le partage d'expériences et de bonnes pratiques :

- Mise en place de plateformes interactives d'échange entre communes, permettant la diffusion rapide et large des bonnes pratiques climatiques testées et validées localement.
- Accès à des réseaux d'experts nationaux et internationaux pouvant apporter leur appui technique et méthodologique à la commune en matière de planification et de gestion climatique.

E- SYSTÈMES DE DIAGNOSTIC ET TRACKING DES CONDITIONS CLIMATIQUES ET MICROCLIMATIQUES

La commune exprime explicitement le besoin de mettre en place des systèmes de diagnostic et de tracking précis des conditions climatiques et microclimatiques afin de mieux anticiper les évolutions climatiques locales, adapter les interventions, et optimiser la prise de décision au niveau communal.

F- OUTILS DE SENSIBILISATION ET DE MOBILISATION CITOYENNE

Enfin, afin d'améliorer la prise de conscience citoyenne et l'engagement communautaire sur les enjeux climatiques, les besoins exprimés incluent :

- Applications mobiles dédiées à la sensibilisation climatique, informant les habitants et touristes sur les bonnes pratiques environnementales locales, notamment concernant l'économie d'eau, la gestion des déchets et la préservation du littoral.
- Outils pédagogiques adaptés pour des campagnes de sensibilisation efficaces, ciblant spécifiquement les jeunes et les groupes vulnérables.

Ces besoins en outils et instruments identifiés par Djerba Midoun soulignent la volonté locale de disposer de moyens techniques et méthodologiques performants, adaptés aux enjeux spécifiques du territoire et capables de renforcer significativement l'action climatique communale.

XI. Recommandations stratégiques pour l'adaptation climatique

1- SÉCURISATION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU FACE AU STRESS HYDRIQUE STRUCTUREL

Compte tenu du caractère structurel du stress hydrique et de sa forte incidence sur l'économie locale et la qualité de vie, il est recommandé de :

- Poursuivre et consolider les actions de sécurisation de l'approvisionnement en eau, en s'appuyant sur une approche intégrée combinant ressources conventionnelles et non conventionnelles.
- Généraliser la récupération des eaux de pluie, notamment par la réhabilitation et la valorisation des citernes traditionnelles sur les bâtiments publics, les établissements scolaires et les infrastructures touristiques, pour des usages non potables.
- Renforcer et étendre la réutilisation des eaux usées traitées pour l'irrigation agricole et les espaces verts, en complément des usages existants (golfs, périmètres irrigués).
- Maintenir, optimiser et sécuriser le fonctionnement de l'usine de dessalement d'eau de mer comme pilier central de la stratégie locale d'adaptation hydrique, tout en limitant sa pression énergétique et environnementale.

2- PROTECTION DU LITTORAL ET ADAPTATION AUX RISQUES CÔTIERS

Au regard de l'exposition élevée de la commune à l'érosion côtière et aux submersions marines, il est recommandé de :

- Renforcer la protection du littoral, en particulier des plages à forte valeur touristique et écologique, à travers des solutions durables et fondées sur la nature.
- Poursuivre et étendre la restauration des herbiers de posidonie et la mise en place de zones marines protégées, en coordination étroite avec l'APAL et les partenaires techniques et scientifiques.
- Déployer, consolider et suivre l'efficacité des récifs artificiels écologiques comme solutions de réduction de l'énergie des vagues, de stabilisation du littoral et de restauration de la biodiversité marine.
- Maintenir strictement le moratoire sur les constructions littorales et renforcer les mesures de gestion intégrée des zones côtières (GIZC) afin de limiter l'exposition future aux risques climatiques.

3- ADAPTATION DU SECTEUR TOURISTIQUE ET AMÉLIORATION DU CADRE URBAIN

Afin de réduire la vulnérabilité du principal moteur économique local face aux vagues de chaleur et aux changements climatiques, il est recommandé de :

- Adapter le secteur touristique aux vagues de chaleur par des actions ciblées de verdissement urbain, d'aménagement d'espaces ombragés et d'amélioration du confort thermique dans les zones touristiques et urbaines.
- Poursuivre et amplifier la promotion des énergies renouvelables (solaire thermique et photovoltaïque) dans les infrastructures touristiques, afin de réduire la dépendance énergétique et l'empreinte environnementale du secteur.
- Encourager les pratiques de tourisme durable intégrant la gestion rationnelle de l'eau, de l'énergie et des déchets, en cohérence avec les objectifs d'adaptation climatique de la commune.

4- RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE CLIMATIQUE ET DE LA COORDINATION MULTI-ACTEURS

Malgré une gouvernance institutionnelle globalement robuste, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour améliorer la coordination. Il est recommandé de :

- Renforcer la coordination entre les acteurs institutionnels, la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers impliqués dans l'action climatique locale.
- Structurer un cadre de gouvernance climatique multi-acteurs plus formalisé et pérenne, incluant une dimension intercommunale entre Djerba Midoun, Houmt Souk et Ajim, afin d'assurer une réponse cohérente à l'échelle de l'île.
- Consolider l'intégration des enjeux climatiques dans les instruments de planification existants, notamment le Plan de Développement Local et le plan d'urgence communal, en assurant leur mise à jour régulière et leur articulation opérationnelle.

5- RENFORCEMENT DES CAPACITÉS TECHNIQUES LOCALES

Afin de combler les lacunes identifiées dans les capacités d'adaptation locales (score modéré), il est recommandé de :

- Renforcer les compétences techniques des équipes communales en matière de gestion durable des ressources naturelles, d'adaptation aux risques climatiques extrêmes et de planification climatique territoriale.
- Développer les capacités des acteurs locaux dans les techniques agricoles adaptées au stress hydrique, telles que l'irrigation économe, l'irrigation goutte-à-goutte enterrée et la culture hydroponique.
- Consolider les compétences liées à l'utilisation des systèmes d'alerte précoce, à la gestion des crises climatiques et à la coordination des interventions en situation d'urgence.
- Consolider les compétences techniques à travers des formations avancées sur les systèmes d'information géographique (SIG) appliqués à la gestion littorale et aux risques climatiques, en s'inspirant d'expériences internationales reconnues telles que le programme RCERA (Canada).³

3. Réseau canadien d'échange et de renforcement des capacités en adaptation. RCERA – Canada. Disponible en ligne : <https://www.rcera.ca>

6- DÉVELOPPEMENT ET DÉPLOIEMENT D'OUTILS ET INSTRUMENTS POUR L'ACTION CLIMATIQUE

Afin d'améliorer la prise de décision et le suivi de l'action climatique locale, il est recommandé de :

- Développer et opérationnaliser des outils de diagnostic et de cartographie des risques climatiques, notamment des systèmes d'information géographique (SIG) adaptés aux enjeux spécifiques de la commune (érosion côtière, submersion marine, stress hydrique).
- Renforcer et étendre les systèmes d'alerte précoce pour les phénomènes climatiques extrêmes, en intégrant une dimension participative impliquant les citoyens et les acteurs locaux.
- Mettre en place des outils de suivi-évaluation des projets climatiques, incluant des indicateurs de performance, des outils de suivi budgétaire et des mécanismes de reporting réguliers.
- Développer des plateformes d'échange et de capitalisation des bonnes pratiques climatiques entre communes, favorisant l'apprentissage mutuel et la diffusion des solutions éprouvées.
- Mettre en œuvre des outils d'aide à la décision adaptés à l'échelle municipale, tels que ceux proposés dans le guide Impact'Climat (France)⁴, afin de renforcer l'intégration systématique du climat dans les choix d'investissement et de planification locale.

7- INTÉGRATION DU GENRE ET DE L'INCLUSION SOCIALE DANS L'ACTION CLIMATIQUE

Afin de répondre aux lacunes identifiées en matière de genre et d'inclusion (score modéré), il est recommandé de :

- Renforcer l'intégration du genre et de l'inclusion sociale dans les politiques, programmes et projets climatiques locaux, à travers des approches structurées et institutionnalisées.
- Développer des formations ciblées pour les femmes et les jeunes dans les domaines de l'entrepreneuriat vert, du tourisme durable, de l'agriculture adaptée au climat et de la gestion des ressources naturelles.
- Mettre en place des mécanismes participatifs inclusifs (ateliers, focus groups, consultations locales) garantissant la participation active et équitable des groupes vulnérables aux processus décisionnels climatiques.

8- MOBILISATION DES RESSOURCES FINANCIÈRES ET SENSIBILISATION CITOYENNE

Pour assurer la pérennité et l'efficacité des actions climatiques, il est recommandé de :

- Renforcer les capacités de la commune en matière de mobilisation des financements climatiques nationaux et internationaux, de montage, de gestion et de suivi des projets climatiques.
- Développer et déployer des outils et campagnes de sensibilisation citoyenne ciblant à la fois les habitants et les visiteurs, portant sur l'économie d'eau, la protection du littoral, la gestion durable des déchets et les comportements écoresponsables.

4. ADEME (Agence de la transition écologique), 2020. Impact'Climat – Guide pratique pour intégrer l'adaptation dans les politiques locales.

XII. Création d'une Cellule climat communale

La création d'une cellule climat au sein des communes s'inscrit dans une logique de renforcement de la gouvernance climatique locale et d'intégration des enjeux climatiques dans la planification et la gestion communales. Ce dispositif vise à structurer, de manière permanente, la coordination entre les services municipaux, les administrations régionales et locales concernées, les organisations professionnelles ainsi que la société civile. Il permet d'appuyer l'élaboration du diagnostic climatique local, la préparation d'un plan d'action climat, l'accompagnement des projets d'atténuation et d'adaptation, le renforcement des capacités, la mobilisation des ressources techniques et financières, ainsi que la sensibilisation de la population, notamment des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, tout en veillant à intégrer l'approche genre et à assurer l'implication des femmes et des jeunes dans le travail de la cellule, ainsi que dans la conception, la mise en œuvre et le suivi de ses activités.

La cellule se réunit régulièrement, au moins une fois tous les six mois, pour l'adoption d'un plan d'action annuel et la production de rapports périodiques. Elle peut également constituer des groupes de travail thématiques selon les priorités locales et mobiliser des expertises spécialisées lorsque nécessaire.

XIII. Programme de formation des acteurs institutionnels

Le renforcement des capacités constitue un levier central de l'action climatique locale. Les travaux réalisés dans le cadre du projet ACICT ont permis d'identifier un ensemble de besoins en matière de formation et d'appui, en lien avec les résultats du diagnostic de maturité climatique, les questionnaires renseignés par les communes partenaires et les exercices de priorisation menés lors des ateliers participatifs.

L'approche retenue repose sur un renforcement progressif des compétences des collectivités locales en matière de gouvernance climatique, tenant compte des niveaux de maturité constatés et des lacunes identifiées. L'analyse met en évidence des besoins de formation transversaux, communs à l'ensemble des communes participantes, avec des niveaux de maîtrise variables selon les thématiques.

Le programme de formation est structuré autour de six volets principaux. Le premier concerne la gouvernance climatique locale et la coordination multi-acteurs. Il porte sur le renforcement des capacités institutionnelles des communes en matière d'organisation interne, de clarification des rôles, de coordination interservices et d'appropriation des cadres nationaux et internationaux de l'action climatique.

Le second volet concerne la planification territoriale et la gestion des risques climatiques. Il cible l'intégration du changement climatique dans les outils de planification locale, le développement de diagnostics territoriaux sensibles au climat et à l'inclusion, ainsi que l'amélioration des capacités d'anticipation et de gestion des aléas climatiques.

Un troisième volet porte sur la gestion financière et la mobilisation des financements climatiques. Le diagnostic met en évidence un faible niveau de maîtrise des mécanismes de financement, justifiant des actions de formation axées sur la budgétisation climatique, le montage de projets bancables et l'accès aux financements nationaux et internationaux.

Le programme inclut également un volet relatif aux services publics climato-résilients, visant à renforcer la capacité des communes à diagnostiquer la vulnérabilité des infrastructures et à intégrer des solutions techniques adaptées dans des domaines clés tels que l'eau, les déchets, l'énergie, la voirie et les espaces verts.

Les actions de formation intègrent par ailleurs un volet dédié à la sensibilisation, à la communication et à la participation citoyenne, afin de renforcer l'implication des acteurs locaux, des organisations de la société civile et des groupes vulnérables dans l'action climatique locale.

Enfin, un dernier volet est consacré au suivi-évaluation et à l'innovation territoriale. Il vise à doter les communes d'outils et de méthodes permettant de suivre la mise en œuvre des actions climatiques, d'en mesurer les impacts et de capitaliser les expériences menées.

La priorisation des activités de formation repose sur une approche progressive, tenant compte des niveaux de maturité identifiés et de la nécessité de consolider en priorité les fondements institutionnels et de planification.

Dans l'ensemble, ce programme de formation vise à accompagner une montée en compétences progressive des collectivités, en cohérence avec les niveaux de maturité constatés et les priorités identifiées en matière de gouvernance climatique.

Volet	Module
Gouvernance climatique et coordination multi-acteurs	1- Gouvernance climatique et application des référentiels nationaux 2- Coordination multi-acteurs et mobilisation des partenariats pour la gouvernance climatique locale
Planification territoriale & gestion des risques	1- Introduction à la planification territoriale résiliente 2- Outils de diagnostic et analyse spatiale des vulnérabilités 3- Intégration des risques climatiques dans les documents de planification 4- Élaboration et mise en œuvre de plans de gestion de crise à l'échelle locale 5- Simulation et scénarisation de la résilience territoriale face aux événements extrêmes 6- Genre, inclusion sociale et adaptation climatique 7- Communication et sensibilisation pour la culture du risque
Gestion financière & mobilisation des financements	1- Mobilisation des financements nationaux et internationaux 2- Gestion budgétaire sensible au climat 3- Partenariats public-privé et financements innovants 4- Suivi, redevabilité et performance financière
Services publics climato-résilients (eau, déchets, voirie, énergie, espaces verts)	1- Diagnostic technique et spatial des vulnérabilités des services publics 2- Normes climato-résilientes pour les services publics 3- Planification, suivi et reporting de la résilience des services publics
Sensibilisation et services à la population	1- Communication et sensibilisation grand public aux risques climatiques 2- Adaptation et amélioration des services de proximité en contexte climatique 3- Participation citoyenne et co-construction des services
Suivi-évaluation et innovation territoriale	1- Initiation aux indicateurs climat et inclusion 2- Tableaux de bord de suivi-évaluation 3- Capitalisation et innovation locale

Tableau 5 : Plan de formation des acteurs institutionnels locaux

Après la tenue des focus groups, la priorisation des modules de formation a déjà été établie en fonction des besoins spécifiques des communes. Un score (ou un poids) a été attribué à chaque module selon le niveau de priorité identifié lors des focus groups. Ce planning correspond ainsi à la formation planifiée pour les acteurs locaux.

Thématique	Module	Contenu	V. horaire
Gouvernance climatique et coordination multi-acteurs	Gouvernance climatique et application des référentiels nationaux	Cadre conceptuel et institutionnel : présentation des enjeux climatiques et du rôle des communes dans la gouvernance climatique	2j (12 heures)
		Panorama des référentiels nationaux : Stratégie nationale climat, Plan national d'adaptation, CDN, loi 2018-29 sur les collectivités locales et textes complémentaires	
		Obligations et opportunités pour les communes : financement, partenariats, reporting et intégration dans les plans de développement	
		Méthodologie d'application locale : analyse des écarts, mise en cohérence avec le Plan de Développement Communal, priorisation des actions	
		Cas pratiques appliqués sur des exemples de communes	
	Coordination multi-acteurs et mobilisation des partenariats pour la gouvernance climatique locale	Fondements de la gouvernance multi-acteurs : principes, avantages, limites et expériences locales	3j (18 heures)
		Fondements de la gouvernance multi-acteurs : principes, avantages, limites et expériences locales	
		Conception d'un dispositif de coordination : structures, rôles, responsabilités, outils de suivi et de redevabilité	
		Techniques d'animation et de facilitation : outils participatifs, gestion des conflits, inclusion des groupes vulnérables	
		Mobilisation et partenariats : stratégies de plaidoyer, communication efficace, négociation avec acteurs économiques, RSE et PPP	
		Ateliers pratiques : simulation de la mise en place d'une instance de concertation locale et étude de cas de mobilisation multi-acteurs pour un projet communal de résilience climatique	
	Introduction à la planification territoriale résiliente	Bases conceptuelles de la résilience territoriale	2j (12 heures)
		Urbanisme climatique	
		Outils de planification locale appliqués à la résilience	
	Outils de diagnostic et analyse spatiale des vulnérabilités	Introduction aux SIG et à la cartographie des risques climatiques	3j (18 heures)
		Utilisation des indicateurs spatialisés pour mesurer les vulnérabilités	
		Méthodologies d'analyse des vulnérabilités territoriales	
		Exercices pratiques de production de cartes de risques	

Tableau 6 : Planning de formation des acteurs locaux 2025

MODULE 1: GOUVERNANCE CLIMATIQUE ET COORDINATION MULTI-ACTEURS

Formation	Objectifs pédagogiques précis	Volume horaire	Méthodologie pédagogique	Outils d'évaluation	Prérequis	Besoins logistiques
Gouvernance climatique et application des référentiels nationaux	Comprendre et appliquer les référentiels et politiques nationales en matière de climat et de résilience, obtenir la capacité de les mobiliser de façon opérationnelle pour renforcer la gouvernance locale, et améliorer la planification communale et contribuer activement à la cohérence entre engagements nationaux et actions locales	2 jours	Cadre conceptuel et institutionnel : présentation des enjeux climatiques et du rôle des communes dans la gouvernance climatique	Évaluation par cas pratiques et exercices, évaluation pré et post formation	Connaissances générales en gestion communale et planification territoriale. Familiarité avec les bases de la gouvernance locale (Code des collectivités locales)	Salle équipée (vidéoprojecteur, paperboard, connexion internet), supports de formation imprimés, documentation nationale de référence, matériel pour travaux de groupe (post-it, panneaux, marqueurs)
Coordination multi-acteurs et mobilisation des partenariats pour la gouvernance climatique locale	Concevoir et animer des dispositifs de coordination multi-acteurs à l'échelle locale et mobiliser efficacement les acteurs institutionnels, économiques et sociaux autour de projets communaux sensibles au climat	3 jours	Exposés participatifs, ateliers pratiques, études de cas contextualisées, jeux de rôle (négociation, concertation), restitution en plénière	Validation par exercices pratiques, évaluation pré et post formation	Connaissances de base en planification communale et sensibilisation aux enjeux climatiques	Salle équipée, projecteur, matériel de conception graphique, supports imprimés et numériques

MODULE 2: PLANIFICATION TERRITORIALE & GESTION DES RISQUES

Formation	Objectifs pédagogiques précis	Volume horaire	Méthodologie pédagogique	Outils d'évaluation	Prérequis	Besoins logistiques
Introduction à la planification territoriale résiliente	Analyser les vulnérabilités territoriales à travers l'utilisation des SIG et d'outils de diagnostic spatial ; intégrer les aléas climatiques dans les documents de planification (PAU, PDC, schémas d'aménagement) ; concevoir des projets d'urbanisme prenant en compte les zones tampons naturelles et appliquer les principes d'urbanisme résilient ; évaluer la durabilité et la résilience des choix d'aménagement selon différents scénarios climatiques	2 jours	Exposés interactifs, études de cas, échanges guidés avec mise en pratique	Évaluation des compétences techniques par exercices, évaluation pré et post formation	Connaissances générales en gestion municipale	Salle équipée, projecteur, matériel de conception graphique, supports imprimés et numériques
Outils de diagnostic et analyse spatiale des vulnérabilités	Mobiliser les outils SIG pour cartographier les risques climatiques, interpréter des données spatiales complexes et intégrer ces résultats dans les documents de planification. Ils auront également acquis la capacité d'identifier les zones les plus exposées et de prioriser les actions d'adaptation	3 jours	Travaux pratiques SIG, études de cas communales et restitution des résultats	- Fiche d'évaluation avant/après - Évaluation de propositions simulées - Fiche de satisfaction	Connaissances de base en informatique et urbanisme	Salle équipée, ordinateurs avec logiciels SIG, connexion internet, supports imprimés

XIV. Programme de formation des OSC locales

Le renforcement des capacités des organisations de la société civile constitue un axe structurant de l'action climatique inclusive portée par le projet ACICT. Le programme de formation dédié aux OSC a été conçu afin de répondre aux besoins identifiés auprès des associations locales, en particulier celles œuvrant auprès des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables, dans un contexte marqué par l'intensification des impacts des changements climatiques.

Ce programme s'inscrit dans une approche globale visant à améliorer la compréhension des enjeux climatiques, à renforcer les capacités organisationnelles et techniques des associations, et à favoriser leur implication effective dans l'action climatique locale. Il repose sur une analyse préalable des besoins, réalisée à partir de données d'enquête et d'échanges avec les acteurs associatifs, et prend en compte les contraintes spécifiques auxquelles font face les OSC en matière de ressources, de structuration et de pérennité des actions.

1- OBJECTIFS ET ORIENTATION GÉNÉRALE DU PROGRAMME

Le programme de formation des OSC vise principalement à renforcer les compétences des associations dans plusieurs domaines clés, notamment la compréhension des concepts liés à l'adaptation aux changements climatiques et au développement durable, le montage et la gestion de projets associatifs climato-sensibles, la mobilisation de financements, ainsi que la gestion administrative et financière. Une attention particulière est accordée à l'intégration de l'approche genre et inclusion dans l'ensemble des modules, afin de renforcer la participation et le leadership des femmes, des jeunes et des groupes marginalisés dans l'action climatique locale.

2- STRUCTURE DU PROGRAMME DE FORMATION

Le programme est structuré autour de cinq modules thématiques complémentaires, couvrant l'ensemble du cycle d'intervention associative. Ces modules portent respectivement sur :

- L'adaptation aux changements climatiques et le développement durable ;
- Le montage et la gestion de projets associatifs à dimension climatique ;
- L'intégration du genre et de l'inclusion dans l'action associative climatique ;
- La mobilisation de fonds et le développement de partenariats ;
- La gestion administrative et financière des associations.

Cette structuration permet d'aborder de manière progressive et cohérente les différentes compétences nécessaires au renforcement de l'action associative climatique, en articulant les dimensions conceptuelles, organisationnelles et opérationnelles.

3- APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE ET PÉDAGOGIQUE

Le programme adopte une approche méthodologique participative et appliquée, combinant apports théoriques, études de cas, exercices pratiques et échanges d'expériences. Cette approche vise à favoriser l'appropriation des connaissances et leur mise en application concrète dans les pratiques associatives. Les recommandations méthodologiques mettent en avant l'importance d'un environnement de formation inclusif, sensible aux dynamiques de genre et adapté aux réalités socio-culturelles des participants.

Par ailleurs, le programme intègre des orientations spécifiques visant à assurer la pérennité des acquis, notamment à travers l'élaboration de plans d'action associatifs, la mise en réseau des participants et le développement de mécanismes d'apprentissage entre pairs.

4- SUIVI, ÉVALUATION ET CAPITALISATION

Un dispositif de suivi et d'évaluation accompagne la mise en œuvre du programme de formation des OSC. Celui-ci vise à mesurer non seulement l'acquisition des connaissances à court terme, mais également l'application effective des compétences acquises, la qualité des projets développés et la durabilité des actions menées par les associations. Les indicateurs retenus portent sur les résultats, les impacts et la durabilité, et mobilisent des outils variés tels que des enquêtes, des entretiens, des analyses documentaires et des observations de terrain.

Dans l'ensemble, le programme de formation des OSC constitue un levier structurant pour renforcer le rôle des organisations de la société civile dans l'action climatique locale. En combinant renforcement des capacités techniques, intégration du genre et de l'inclusion, et dispositifs de suivi et de capitalisation, il contribue à améliorer la qualité, la pertinence et la durabilité des initiatives portées par les associations, tout en favorisant leur articulation avec les dynamiques de gouvernance climatique locale.

Module	Intitulé	Objectifs spécifiques	Thématiques principales	Durée	Modalités	Évaluation
Module 1	Adaptation aux changements climatiques et développement durable	Comprendre les changements climatiques et leurs impacts locaux ; identifier les stratégies d'adaptation ; s'approprier les principes du développement durable ; connaître le cadre national et international	Changements climatiques ; impacts locaux ; stratégies d'adaptation et résilience ; solutions fondées sur la nature ; développement durable ; cadre national et international	3 jours	Ateliers participatifs en présentiel, échanges d'expériences, exercices pratiques	Quiz de fin de module ; discussion de groupe ; plan d'action individuel
Module 2	Montage et gestion de projets associatifs sur la thématique climatique	Maîtriser le cycle de vie d'un projet ; renforcer la planification stratégique ; élaborer une proposition de projet ; intégrer la dimension climatique ; utiliser des outils de suivi-évaluation	Planification stratégique ; cycle de projet ; cadre logique ; intégration climatique ; suivi-évaluation	3 jours	Ateliers pratiques, travaux de groupe, études de cas	Exercice de rédaction d'une proposition ; auto-évaluation
Module 3	Genre et inclusion dans l'action associative climatique	Comprendre les concepts de genre et inclusion ; analyser les vulnérabilités ; intégrer l'approche genre et inclusion dans les projets ; renforcer la participation des groupes vulnérables	Genre et inclusion ; inégalités et vulnérabilités ; participation significative ; leadership inclusif	3 jours	Ateliers participatifs, études de cas, jeux de rôle	Audit genre d'un projet ; plan d'action inclusif
Module 4	Mobilisation de fonds et partenariats	Identifier les sources de financement ; rédiger des demandes de financement ; développer des compétences de communication et plaidoyer ; créer des partenariats	Sources de financement ; fundraising ; communication ; plaidoyer ; partenariats	1,5 jour	Ateliers pratiques, simulations, exercices	Pitch de projet ; simulation de négociation ; plan d'action fundraising
Module 5	Gestion administrative et financière	Comprendre la bonne gouvernance ; maîtriser la gestion budgétaire et comptable ; rédiger des rapports financiers et narratifs	Gouvernance associative ; gestion budgétaire ; comptabilité simplifiée ; rapports	1,5 jour	Ateliers pratiques, études de cas	Élaboration d'un budget ; analyse critique d'un rapport

Tableau 7 : Programme de formation des OSC locales

Une priorisation des modules de formation a été établie en fonction des besoins spécifiques des OSC. Un score (ou un poids) a été attribué à chaque module selon le niveau de priorité identifié. Ce planning correspond ainsi à la formation planifiée pour les OSC.

Thématique	Module	Contenu	V. horaire
Fondamentaux et vision globale	Adaptation aux changements climatiques et développement durable	Compréhension des changements climatiques et de leurs impacts locaux	3j (18 heures)
		Stratégies d'adaptation et de résilience communautaire	
		Principes du développement durable et de l'écoresponsabilité	
		Cadre national et international relatif aux changements climatiques	
Compétences en gestion et en leadership	Genre et inclusion dans l'action associative climatique	Planification stratégique	3j (18 heures)
		Cycle de vie d'un projet associatif	
		Élaboration d'une proposition de projet	
		Intégration de la thématique climatique	
		Outils de suivi et d'évaluation des projets et activités	
	Genre et inclusion dans l'action associative climatique	Compréhension des concepts de genre et d'inclusion	3j (18 heures)
		Analyse des inégalités de genre et des vulnérabilités face aux changements climatiques	
		Intégration de l'approche genre et inclusion dans la planification et la mise en œuvre des activités	
		Participation des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables	

Tableau 8 : Planning de formation des OSC locales 2025

MODULE 1: ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Volume horaire	18 heures (3 jours)
Objectifs	Comprendre les concepts fondamentaux des changements climatiques et leurs impacts. Identifier les stratégies d'adaptation et de résilience. S'approprier les principes du développement durable et connaître le cadre national et international.
Contenu et activités	Jour 1 : Comprendre les enjeux climatiques - Matin : Introduction aux changements climatiques (causes, effets, projections). Discussion interactive sur les perceptions et expériences locales. - Après-midi : Impacts spécifiques des changements climatiques sur les communautés vulnérables (femmes, jeunes, agriculteurs, etc.). Exercice de cartographie des vulnérabilités. Jour 2 : Stratégies et cadres d'action - Matin : Présentation des stratégies d'adaptation et de résilience. Présentation et exploration des solutions fondées sur la nature (SFN) à travers des exemples concrets. - Après-midi : Cadre national et international (politiques, accords, opportunités de financement). Jour 3 : Mise en pratique - Matin : Les principes du développement durable et de l'écoresponsabilité. Rôle des associations et des citoyens dans l'adaptation. - Après-midi : Bilan et discussion interactive sur la mise en œuvre des stratégies d'adaptation à petite échelle. Jour 4 : Mise en pratique - Matin : Consolidation des mesures d'adaptation et priorisation. Transformation de la mesure classée prioritaire en projet d'adaptation. - Après-midi : Restitution / échanges avec la salle / Consolidation.

Matériel pédagogique	Fiches thématiques (1.1 à 1.4) sur les causes et impacts du climat, les stratégies d'adaptation, le développement durable et le cadre national/international.
Outils de formation pratiques	- Exercice 1.1: Cartographie des impacts climatiques locaux : Les participants identifient les impacts des changements climatiques dans leur communauté et les ressources affectées. - Atelier 1.2: Brainstorming de solutions d'adaptation : En groupes, les participants proposent des solutions concrètes d'adaptation pour les problèmes identifiés, incluant des solutions fondées sur la nature (SFN). - Quiz 1.3: Vrai/Faux sur le climat : Évaluation des connaissances acquises sur les concepts clés.
Formulaire d'évaluation	Quiz de fin de module, discussion de groupe et plan d'action individuel. Fiche de satisfaction

MODULE 2 : MONTAGE ET GESTION DE PROJETS ASSOCIATIFS SUR LA THÉMATIQUE CLIMATIQUE

Volume horaire	18 heures (3 jours)
Objectifs	Maîtriser le cycle de vie d'un projet associatif. Comprendre la planification stratégique. Acquérir des compétences en conception et élaboration de projets. Savoir intégrer la dimension climatique de manière transversale.
Contenu et activités	Jour 1 : De la stratégie au projet • Matin : Planification stratégique pour les associations : Analyse de l'environnement (interne/externe, SWOT). Définition de la mission, de la vision et des objectifs à long terme. La planification stratégique comme boussole pour l'action. • Après-midi : Passer de la stratégie à l'action concrète. Atelier : utiliser la méthode de l'arbre à problèmes et de l'arbre à solutions pour traduire un enjeu stratégique en objectifs de projet. Jour 2 : Élaboration de la proposition Matin : Le cycle de vie d'un projet (conception, mise en œuvre, évaluation). Élaboration d'une proposition de projet (structure, contenu, cadre logique), en s'assurant de la pertinence climatique de chaque composante. Après-midi : Travail en sous-groupes sur la rédaction d'un cadre logique pour un projet type, avec une attention particulière aux indicateurs de résultats liés au climat. Jour 3 : Pilotage et suivi-évaluation Matin : Outils de gestion de projet (diagramme de Gantt, outils de suivi des activités). Après-midi : Introduction au suivi-évaluation (indicateurs, collecte de données, analyse). Outils de suivi des activités. Bilan des défis et des bonnes pratiques de gestion de projets.
Matériel pédagogique	Fiches thématiques (2.1 à 2.5) sur la planification stratégique, le cycle de vie d'un projet, l'élaboration de propositions de projet, l'intégration climatique et le suivi-évaluation.
Outils de formation pratiques	Exercice 2.1: Élaboration d'une matrice de cadre logique simplifiée et d'un arbre à solutions : Les participants construisent la logique d'intervention d'un projet fictif ou réel. Atelier 2.2: Analyse de cas de projets : étude de projets réussis et échoués, identification des facteurs clés de succès et des leçons apprises. Modèle 2.3: Canevas de proposition de projet et de rapport de suivi : Un modèle structuré pour guider les associations.
Formulaire d'évaluation	Exercice de rédaction d'une section de proposition de projet et auto-évaluation. Fiche de satisfaction et fiche d'évaluation.

MODULE 3 : GENRE ET INCLUSION DANS L'ACTION ASSOCIATIVE CLIMATIQUE

Volume horaire	6 heures (1 jours)
Objectifs	Comprendre les concepts de genre et d'inclusion. Analyser les vulnérabilités face aux changements climatiques. Intégrer l'approche genre et inclusion dans la planification et la mise en œuvre des activités.
Contenu et activités	Jour 1 : Comprendre les dynamiques d'inclusion Matin : Les bases de l'inclusion et de la diversité dans l'action associative. Identification des différents groupes sociaux souvent sous-représentés (femmes, jeunes, personnes en situation de handicap, etc.). Après-midi : Étude de cas pratiques : comment les impacts climatiques touchent différemment les communautés. Analyse des obstacles à la participation de certains groupes. Jour 2 : Outils pour des projets inclusifs Matin : Méthodes et outils pour intégrer l'approche genre et inclusion dans les projets et activités associatives (planification, budget, suivi). Après-midi : Stratégies pour assurer la participation active et équitable des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables. Exercices de facilitation inclusive. Jour 3 : Leadership et mobilisation Matin : Développer des compétences de plaidoyer et de communication inclusives. Comment parler du climat à des publics variés. Après-midi : Bilan et échanges sur les meilleures pratiques pour encourager le leadership au sein des groupes marginalisés et s'assurer que leur voix est entendue dans les initiatives climatiques.
Matériel pédagogique	Fiches thématiques (3.1 à 4.4) sur les concepts clés de genre et d'inclusion, l'analyse des inégalités, l'intégration de l'approche inclusive et la participation significative.
Outils de formation pratiques	Exercice d'audit de projet, grille d'analyse des parties prenantes et jeux de rôle sur la facilitation inclusive.
Formulaire d'évaluation	Exercice d'audit genre d'un projet, grille d'analyse et plan d'action pour une approche inclusive. Fiche de satisfaction et fiche d'évaluation.

XV. Création d'un Groupe de Leadership pour l'action climatique

La mise en place de groupes de leadership locaux constitue un pilier central de l'approche du projet ACICT pour renforcer l'adaptation et la résilience climatique à l'échelle territoriale. Ces groupes sont conçus comme des espaces structurés d'engagement citoyen, réunissant des femmes, des jeunes, ainsi que des personnes en situation de vulnérabilité, reconnus pour leur rôle actif ou leur potentiel d'influence au sein de leurs communautés.

La constitution de ces groupes repose sur un processus structuré de sélection, fondé sur un appel à candidatures lancé dans les communes partenaires. Les candidatures sont analysées selon des critères d'éligibilité et de sélection, notamment la résidence dans l'une des communes partenaires, l'engagement dans la vie publique locale, la motivation à s'investir dans l'action climatique, ainsi que la capacité à participer activement aux activités du programme. Une attention particulière est accordée à l'équilibre entre les sexes, à la représentation des jeunes et à l'inclusion des personnes en situation de vulnérabilité.

Le processus de sélection se déroule en trois phases : une première étape de recevabilité et de vérification de l'éligibilité des dossiers, suivie d'une phase de tri et de présélection sur la base d'un barème de notation, puis d'une sélection finale appuyée par des entretiens (en présentiel ou à distance).

La décision finale est prise par un comité de sélection, et les participant.e.s retenu.e.s sont invité.e.s à signer un document d'engagement portant sur leur participation active aux activités du projet et leur contribution au dialogue local autour des enjeux climatiques.

À l'échelle locale, une fois constitué, le groupe de leadership est installé comme un dispositif de gouvernance inclusive et participative, avec pour mission de promouvoir la participation citoyenne, de contribuer à l'animation du dialogue autour des enjeux climatiques, de soutenir des initiatives citoyennes en matière d'adaptation et de résilience, et de jouer un rôle d'interface entre les populations locales, les organisations de la société civile, les communes et les autres acteurs institutionnels.

Au niveau de la commune de Djerba Midoun, la mise en place et l'opérationnalisation du groupe de leadership se sont appuyées sur un processus progressif de concertation et de renforcement des capacités, mené en étroite coordination avec la municipalité, notamment le Secrétaire Général et le point focal du programme ACICT.

Djerba Midoun	Hommes	Femmes			Total
	<35 ans	<35 ans	≥35 ans	Sous-total	
Répartition des membres des groupes de leadership en action climatique	2	9	19	28	30
Répartition des membres (sans emploi) des groupes de leadership en action climatique	0	2	4	6	6

Tableau 9 : Répartition des membres du groupe de leadership

1- PROGRAMME DE FORMATION DU GROUPE DE LEADERSHIP

Le programme d'accompagnement en leadership mis en œuvre dans le cadre du projet ACICT s'inscrit dans une démarche structurée de renforcement des capacités des groupes de leadership locaux. Il vise à doter les participant.e.s des connaissances, compétences et outils nécessaires pour exercer un leadership actif, inclusif et engagé en faveur de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques à l'échelle locale.

Le programme est conçu sur la base d'une approche fondée sur les droits humains, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'inclusion sociale. Il intègre de manière transversale les enjeux de genre, de jeunesse et de vulnérabilité, tout en tenant compte des contextes socio-économiques et culturels propres aux territoires partenaires. La méthodologie adoptée combine des apports théoriques, des échanges d'expériences et des exercices pratiques, favorisant l'appropriation progressive des contenus et leur mise en application dans les dynamiques locales.

Le programme de formation est structuré autour d'un ensemble de thématiques prioritaires, abordées à travers des ateliers organisés sur la période 2025–2028. Ces thématiques couvrent notamment l'analyse genre et l'égalité entre les femmes et les hommes, l'adaptation et la résilience aux changements climatiques et la protection de la biodiversité, l'approche participative sensible au climat et à l'inclusion sociale, la communication inclusive, la gestion de conflits et la médiation, ainsi que le leadership transformationnel. Le programme inclut également des modules dédiés à l'identification, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'initiatives citoyennes locales, ainsi qu'au plaidoyer en faveur de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques.

L'accompagnement des groupes de leadership ne se limite pas à la formation. Il comprend un appui continu à la conception et à la mise en œuvre d'initiatives citoyennes locales, considérées comme des leviers concrets pour traduire les apprentissages en actions et renforcer l'impact du leadership individuel et collectif. Ces initiatives visent à améliorer l'adaptation et la résilience aux changements climatiques, à promouvoir l'égalité de genre et l'inclusion sociale, et à renforcer les partenariats entre les acteurs locaux.

Un dispositif de suivi et d'évaluation accompagne la mise en œuvre du programme de formation des groupes de leadership. Il repose sur une combinaison d'approches quantitatives et qualitatives, permettant de mesurer la participation, l'acquisition des compétences, ainsi que les changements induits aux niveaux individuel, collectif, institutionnel et communautaire. L'approche du changement la plus significative est mobilisée afin de documenter les transformations perçues par les participant.e.s et de capitaliser les expériences issues du programme.

Le programme de formation du Groupe de leadership constitue un cadre structuré de renforcement des capacités, visant à soutenir un leadership citoyen inclusif et la mise en œuvre d'initiatives locales en faveur de l'adaptation climatique. Le tableau ci-dessous synthétise l'architecture du programme, en présentant les thématiques, les modules de formation, le volume horaire et les modalités de mise en œuvre.

Thématique	Module de formation	Volume horaire	Commentaires
Base conceptuelle : Genre, inclusion et approche participative dans l'action climatique	L'analyse genre et l'égalité entre les femmes et les hommes	3h /groupe	
	L'adaptation et la résilience aux changements climatiques	3h/groupe	
	L'approche participative sensible à l'adaptation climatique, à l'égalité entre les sexes, et à la promotion de la jeunesse et de l'inclusion sociale	3h/groupe	
	Les enjeux liés à la protection de la biodiversité (les solutions fondées sur la nature (SFN))	3h/ groupe	
Intelligence collective : compétences et outils transversales	La communication inclusive		Année 3
	Le leadership transformationnel		Année 3
	La gestion de conflits et la médiation		Année 3
Action / Impact : Mécanismes d'opérationnalisation et plaidoyer en faveur de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques	L'identification et l'élaboration d'initiatives citoyennes dans les domaines de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques		Année 3
	Le plaidoyer en faveur de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques		Année 3

Tableau 10 : Programme de formation du Groupe de leadership

MODULE DE FORMATION : « BASE CONCEPTUELLE : GENRE, INCLUSION ET APPROCHE PARTICIPATIVE DANS L'ACTION CLIMATIQUE »

Formation	Objectifs pédagogiques précis	Volume horaire	Méthodologie pédagogique	Outils d'évaluation
L'analyse genre et l'égalité entre les femmes et les hommes	- Familiariser les participant.e.s aux concepts du genre et de l'inclusion ; - Renforcer les capacités des participant.e.s à cerner les inégalités entre les femmes et les hommes et les facteurs d'exclusion des populations vulnérables ; - Renforcer les capacités des participant.e.s en matière de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes et d'inclusion ; - Encourager les participant.e.s à adopter le genre et l'inclusion dans l'action climatique	4,5 js (3h/groupe)	La méthodologie à adopter : - s'adossera également à une approche basée sur l'équité, en mettant particulièrement l'accent sur les groupes des personnes en situation de vulnérabilité, sur les droits humains et l'approche genre - s'appuiera sur des informations théoriques, d'une part, et des exemples puisés dans la littérature ayant trait au genre, à l'inclusion sociale et à l'adaptation et à la résilience aux changements climatiques et à l'expérience tunisienne et canadienne, d'autre part. - s'inscrira dans une démarche pluridisciplinaire (psychologique, sociologique, économique, écologique, etc.), assuré conjointement par des expert.e.s tunisien.ne.s et canadien.ne.s.	
L'adaptation et la résilience aux changements climatiques	- Sensibiliser les participant.e.s aux enjeux des changements climatiques à l'échelle locale ; - Renforcer les connaissances des participant.e.s en matière d'analyse des effets des changements climatiques à l'échelle locale ; - Participer à l'amélioration des capacités des participant.e.s en matière d'adaptation et de résilience aux changements climatiques à l'échelle locale ; - Encourager les participant.e.s à s'impliquer dans l'adaptation et la résilience aux changements climatiques à l'échelle locale	4,5 js (3h/groupe)		- Les feuilles de présence à remplir lors des sessions de formation à organiser devront impérativement inclure le prénom et le nom, le sexe, l'âge, la commune et les coordonnées de chaque participant.e. - Tout.e.s les expert.e.s à impliquer dans l'animation des sessions de formation sont invité.e.s à élaborer des outils de pré-évaluation et de post-évaluation
L'approche participative sensible à l'adaptation climatique, à l'égalité entre les sexes, et à la promotion de la jeunesse et de l'inclusion sociale	- Familiariser les participant.e.s à l'approche participative dans une perspective d'adaptation et de résilience aux changements climatiques, de l'égalité entre les sexes et de la promotion de la jeunesse et de l'inclusion sociale ; - Renforcer les capacités des participant.e.s en matière d'application de l'approche participative dans la gouvernance locale ; - Sensibiliser les participant.e.s à l'importance de la promotion de la participation dans la vie publique et les processus décisionnels à l'échelle locale ; - Encourager les participant.e.s à adopter l'approche participative dans les actions relatives à l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques	4,5 js (3h/groupe)		
Les enjeux liés à la protection de la biodiversité (les solutions fondées sur la nature (SFN))	- Sensibiliser les participant.e.s aux solutions fondées sur la nature (SFN) et à leur application à l'échelle locale ; - Renforcer les connaissances des participant.e.s en matière de la mise en œuvre des SFN - Participer à l'amélioration des capacités des participant.e.s en matière de planification, la mise en œuvre et le suivi des SFN à l'échelle locale ; - Encourager les participant.e.s à s'impliquer activement dans la promotion et la pérennisation des SFN à l'échelle locale	4,5 js (3h/groupe)		

2- BENCHMARKING PAR RAPPORT À L'EXPÉRIENCE CANADIENNE

Dans le cadre de la réalisation des études de benchmarking, des ateliers tuniso-canadiens à distance sont planifiés afin de capitaliser sur l'expérience canadienne en matière de participation citoyenne à la vie municipale et d'appuyer l'intégration et l'adaptation de bonnes pratiques au niveau communal.

Ces ateliers visent à renforcer les mécanismes de participation et d'implication des femmes, des jeunes et des groupes en situation de vulnérabilité dans la gouvernance municipale, en particulier pour la conception, la mise en œuvre et le suivi des mesures et solutions d'adaptation et de résilience face aux effets des changements climatiques.

Les ateliers s'appuient sur une approche interactive privilégiant le partage d'expériences, les retours de terrain et les échanges directs avec des expert.e.s canadien.ne.s, afin de mettre en évidence des pratiques concrètes mobilisables dans les contextes communaux.

3- CONCERTATION INCLUSIVE AUTOUR DU PROJET PILOTE COMMUNAL

Afin d'associer activement l'ensemble des acteurs locaux dont les femmes, jeunes et personnes vulnérables à la planification environnementale et climatique, tout en renforçant leur compréhension de l'approche des **Solutions Fondées sur la Nature (SFN)** comme levier d'adaptation au changement climatique, des ateliers de concertation autour des projets pilotes communaux, ont été animés au profit des groupes de leadership. Ces ateliers ont pour objectif de conduire un processus structuré de concertation permettant de hiérarchiser les priorités à l'échelle communale, en tenant compte des besoins exprimés par les parties prenantes et des enjeux environnementaux propres à chaque territoire (milieux côtiers, zones semi-arides ou contextes urbains). Ils visent également à sensibiliser les participants à l'intérêt des SFN, à illustrer leur pertinence face aux défis locaux et à encourager leur intégration dans les solutions envisagées. À cette fin, les rencontres ont permis de présenter le cadre et les orientations du projet, de clarifier les rôles et contributions attendues des acteurs, et de mettre en pratique les principes de participation à travers des exercices interactifs et des travaux de groupes.

À Djerba Midoun, cette dynamique s'est concrétisée à travers un atelier de concertation inclusive tenu le 8 novembre 2025 à la municipalité, consacré à la co-construction et à la validation du projet pilote communal « Yati Nature – Protection du Littoral et Fixation Écologique des Dunes ».

L'atelier a été marqué par une forte représentation féminine, témoignant de l'implication active des femmes dans les dynamiques locales de mobilisation climatique et de gouvernance participative.

L'atelier s'est déroulé dans une dynamique participative favorisant l'échange, la co-construction et l'appropriation progressive de l'approche des Solutions Fondées sur la Nature (SFN). Les discussions ont permis de rappeler les principes de la participation inclusive et de mettre en évidence l'importance d'une implication renforcée des femmes, des jeunes et des établissements scolaires dans la dynamique locale de concertation et d'action. Une session dédiée aux SFN, suivie de travaux de groupes, a ensuite conduit à l'identification de plusieurs défis prioritaires, notamment l'érosion des dunes, la dégradation de la végétation, la pression touristique, la gestion des déchets et les enjeux liés à l'eau. Ces échanges ont débouché sur des propositions de solutions adaptées au contexte de Midoun, combinant des actions de stabilisation écologique (ganivelles, plantation d'espèces autochtones) et des mesures de sensibilisation et de gestion durable, y compris via les écoles.

Les participant.e.s ont également discuté et enrichi les composantes du projet « Yati Nature », en précisant les zones prioritaires, les modalités de limitation du piétinement et les conditions de réussite du projet, notamment en matière de partenariats. Les échanges ont souligné le rôle attendu des acteurs institutionnels et associatifs, ainsi que la nécessité de mobiliser davantage les acteurs économiques, en particulier les hôteliers. Plusieurs pistes complémentaires ont été proposées pour renforcer l'impact du projet, telles que des équipements écologiques légers, du mobilier durable, des aménagements facilitant l'accessibilité, ainsi qu'un renforcement de la coordination locale sur les aspects liés à l'assainissement.

Enfin, l'atelier a permis de formaliser des engagements citoyens et institutionnels autour d'actions concrètes (plantation, pose de ganivelles, sensibilisation, activités scolaires, nettoyage), constituant une base opérationnelle pour accompagner la mise en œuvre.

Globalement, la concertation a renforcé l'appropriation des SFN, a abouti à la production de fiches « Problème – Solution » et a contribué à structurer une dynamique locale propice au lancement des prochaines étapes du projet prévu après finalisation de l'étude technique et démarrage du chantier au début de l'année 2026.

Les retours des participant-e-s ont été globalement très positifs, tout en mettant en avant quelques besoins complémentaires, notamment un approfondissement sur la biodiversité littorale, une implication plus structurée des hôteliers et l'organisation d'une activité terrain lors du démarrage effectif des travaux.

XVI. Stratégie de communication et sensibilisation locale

Dans le cadre du projet ACICT, des stratégies de communication ont été élaborées à l'échelle de chacune des communes partenaires, en complément des autres dispositifs d'accompagnement mis en place. Ces stratégies s'inscrivent dans une logique d'appui à l'action climatique locale, en visant à renforcer la compréhension des enjeux liés aux changements climatiques et à soutenir l'appropriation des démarches d'adaptation par les populations et les acteurs locaux.

Les stratégies de communication communales reposent sur un cadre méthodologique commun défini au niveau du projet, garantissant une cohérence d'ensemble dans les principes et les orientations retenus, tout en laissant une marge d'adaptation aux spécificités territoriales. Cette approche permet d'assurer une articulation entre une vision partagée à l'échelle du projet et des messages ancrés dans les réalités locales, en lien avec les vulnérabilités climatiques propres à chaque territoire.

La communication est appréhendée comme un levier transversal de la gouvernance climatique locale. Elle accompagne les actions menées par les communes et leurs partenaires en contribuant à la diffusion de l'information, à la sensibilisation des populations et à la mobilisation des acteurs autour des enjeux d'adaptation aux changements climatiques. À ce titre, elle intervient en complément des actions de renforcement des capacités, de planification et de participation citoyenne développées dans le cadre du projet ACICT.

Les stratégies de communication communales intègrent également les principes d'inclusion et d'équité, en veillant à ce que les messages diffusés prennent en compte la diversité des publics et des situations de vulnérabilité. Elles contribuent ainsi à renforcer l'accessibilité de l'information et à favoriser une participation plus large aux dynamiques locales d'adaptation.

À l'échelle de la commune de Djerba Midoun, la stratégie de communication et de sensibilisation a été conçue en tenant compte des spécificités climatiques, socio-économiques et culturelles de ce territoire insulaire du sud-est tunisien. Exposée de manière accrue aux effets de la montée du niveau de la mer, à la salinisation des sols et des ressources hydriques, ainsi qu'à une forte pression touristique, une approche de communication ciblée a été élaborée visant à interpeller directement les acteurs clés du territoire. Les publics prioritaires identifiés comprennent notamment les opérateurs hôteliers, les artisan-e-s locaux et les jeunes éco-entrepreneurs, en tant qu'acteurs stratégiques de la transition vers un modèle de développement local plus durable. Les messages clés développés dans le cadre de cette stratégie — tels que « Djerba, île durable ou île engloutie ? » et « Ensemble pour une île vivante » — visent à susciter une prise de conscience collective sur les risques climatiques tout en valorisant la responsabilité partagée et la capacité d'action locale. L'approche retenue privilégie le storytelling audiovisuel et la production de capsules digitales bilingues (arabe/français), permettant de toucher à la fois les populations locales et les acteurs économiques, tout en renforçant l'accessibilité et l'appropriation des messages. Les canaux de diffusion mobilisés incluent principalement les réseaux sociaux, notamment Instagram, les radios insulaires ainsi que les festivals et événements locaux, afin d'assurer une large diffusion des contenus et un ancrage fort dans la vie sociale et culturelle de la commune.

Cette stratégie communale s'inscrit ainsi pleinement dans la vision du projet ACICT, en faisant de la communication un levier de mobilisation citoyenne et de gouvernance climatique inclusive au niveau local.

Stratégie de communication – Commune de Djerba Midoun (Médénine – Île du Sud-Est)

Profil climatique : montée du niveau marin, salinisation, pression touristique.

Publics cibles : hôteliers, artisans, jeunes éco-entrepreneurs.

Messages clés : Djerba, île durable ou île engloutie ? » – « Ensemble pour une île vivante. »

Approche : storytelling audiovisuel, capsules digitales bilingues (FR/AR).

Canaux : Instagram, radios insulaires, festivals locaux.

Conclusion

Le diagnostic réalisé confirme que Djerba Midoun est fortement exposée aux impacts du changement climatique, en particulier au stress hydrique structurel, à l'érosion côtière et aux risques de submersion marine, ainsi qu'à l'augmentation des températures et aux vagues de chaleur. Ces aléas affectent directement les principaux piliers du développement local, notamment le secteur touristique, l'agriculture traditionnelle et la qualité de vie des populations, dans un contexte marqué par une forte urbanisation et une pression croissante sur les ressources naturelles.

Face à ces défis, la commune dispose néanmoins de fondations institutionnelles et partenariales solides. L'intégration progressive des enjeux climatiques dans les instruments de planification, l'existence d'un plan d'urgence communal, la participation active aux programmes de gestion intégrée des zones côtières, ainsi que la mobilisation de partenariats diversifiés — associant acteurs institutionnels, société civile, secteur privé et partenaires internationaux — témoignent d'un niveau de gouvernance climatique relativement avancé par rapport à de nombreuses autres communes tunisiennes.

L'évaluation de la maturité climatique réalisée dans le cadre du projet ACICT met en évidence une maturité globale intermédiaire, caractérisée par des scores élevés en matière de gouvernance institutionnelle et de partenariats multi-acteurs, mais également par des capacités d'adaptation encore partielles, une disponibilité limitée d'outils techniques structurés et une intégration du genre et de l'inclusion sociale encore en phase de consolidation. Ces résultats traduisent un potentiel important de progression, à condition de renforcer les compétences locales, d'améliorer la coordination interinstitutionnelle et d'opérationnaliser davantage les outils d'aide à la décision et de suivi-évaluation.

Les besoins identifiés en matière de renforcement des capacités, d'outils et d'instruments pour l'action climatique, ainsi que les enjeux spécifiques liés au genre et à l'inclusion sociale, confirment la nécessité d'un accompagnement ciblé, progressif et structurant. À ce titre, les recommandations formulées dans ce rapport visent à consolider les acquis existants tout en orientant l'action communale vers une approche plus intégrée et durable de l'adaptation, fondée sur la sécurisation des ressources en eau, la protection du littoral, l'adaptation du secteur touristique, le renforcement de la gouvernance climatique multi-acteurs et l'inclusion effective des femmes, des jeunes et des groupes vulnérables.

Dans ce contexte, le projet ACICT constitue un levier stratégique majeur pour accompagner la commune de Djerba Midoun dans la transition entre une phase de diagnostic et de structuration, et une phase de mise en œuvre renforcée et pérenne de l'action climatique locale. Les dispositifs mis en place — programmes de formation, appui aux organisations de la société civile, constitution et accompagnement de groupes de leadership, et stratégies de communication — offrent un cadre cohérent pour soutenir cette dynamique et favoriser l'appropriation collective des enjeux climatiques.

En définitive, Djerba Midoun dispose des atouts institutionnels, humains et partenariaux nécessaires pour renforcer sa résilience face aux changements climatiques. Le principal enjeu réside désormais dans la consolidation et la coordination de ces ressources, afin d'inscrire l'action climatique communale dans une trajectoire de long terme, cohérente, inclusive et adaptée aux spécificités du territoire. Le présent rapport constitue ainsi une base de référence pour orienter les actions futures, appuyer la prise de décision locale et contribuer à la construction d'un modèle d'adaptation climatique territoriale au sein des communes partenaires du projet ACICT.

ANNEXES

Profil Climatique de Djerba Midoun

1- IDENTITÉ ET CONTEXTE COMMUNAL

Population (2024)	Superficie	Densité	Ménages
74 437 hab.	195,6 km ²	380 hab/km ²	~18 600

Structure démographique (RGPH 2024)

Répartition par sexe	Structure par âge	Dynamique
Hommes: 49,4% (36 793) Femmes: 50,6% (37 644)	0-14 ans: 23,7% 15-64 ans: 65,8% 65+ ans: 10,5%	Tendance: Croissance (+2,7%/an) Zone: 100% urbaine

Contexte socio-économique

Économie touristique dominante avec plus de 60 établissements hôteliers, représentant plus de 60% du PIB local. Agriculture traditionnelle des menzels (système agroforestier étagé avec palmiers, oliviers, vignes et arbres fruitiers) en déclin progressif. Ressources hydriques critiques avec une pluviométrie d'environ 200 mm/an (parmi les plus faibles de Tunisie), nappe phréatique salinisée et dépendance à 70% à l'eau dessalée. Littoral stratégique de 20 km de plages sableuses exposées à l'érosion progressive.

Populations vulnérables identifiées

- Agriculteurs traditionnels (menzels) : Abandon progressif face à salinisation et coûts eau
- Travailleurs saisonniers tourisme : Emplois précaires sensibles aux chocs climatiques
- Pêcheurs artisanaux : Perturbation des écosystèmes marins et zones de pêche
- Jeunes diplômés : Taux chômage 18,2%, risque d'exode vers continent

2- CARTE MULTI-RISQUES CLIMATIQUES

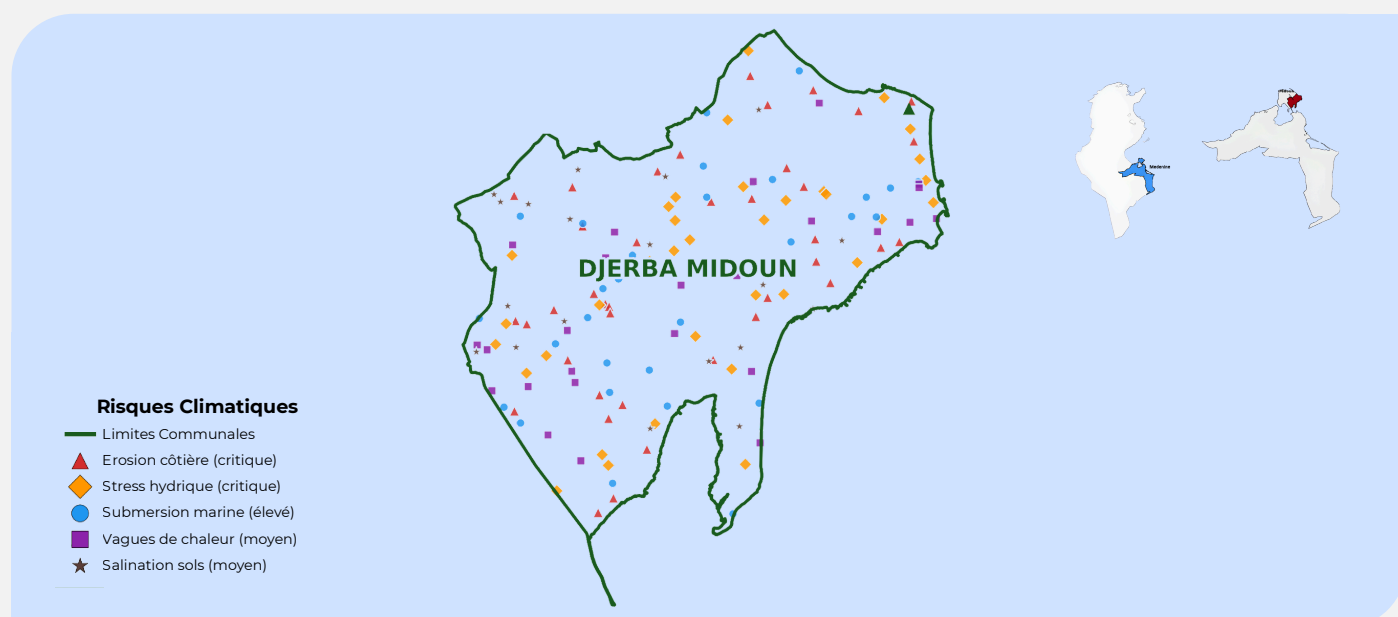


Figure 1 : Carte multi-risques climatiques de la commune de Djerba midoun,

3- EXPOSITION AUX RISQUES CLIMATIQUES

DONNÉES CLIMATIQUES ACTUELLES

Température moyenne	Précipitations	Pics estivaux
20,3°C (+0,5°C/décennie)	~200 mm/an (forte variabilité)	40°C+ (juillet-août)

RISQUES CLIMATIQUES PRIORITAIRES

Risque climatique	Niveau	Fréquence	Coût de l'inaction
Érosion côtière	CRITIQUE	En cours (accélééré)	80M TND tourisme
Stress hydrique	CRITIQUE	Chronique (permanent)	50M TND dessalement
Vagues de chaleur	ÉLEVÉ	Annuel (été)	+40% énergie hôtels
Salinisation sols	ÉLEVÉ	Progressif (aggravé)	Perte 40% menzels
Submersion marine	MOYEN	Long terme (2050+)	50M TND infrastructure

Conclusion stratégique : Les 2 risques CRITIQUES (érosion côtière + stress hydrique) requièrent une action municipale immédiate. Le coût de l'inaction est estimé à 180M TND d'ici 2030 (12% PIB communal annuel).

4- GOUVERNANCE CLIMATIQUE ET ACTEURS CLÉS

Acteurs institutionnels

Commune de Djerba Midoun (réfèrent climat désigné), CRDA Médenine, APAL (Agence de Protection et d'Aménagement du Littoral), ANPE, Direction régionale du tourisme, SONEDE (dessalement).

Société civile

Associations environnementales locales, Groupements de Développement Agricole (GDA), Associations professionnelles du tourisme, Groupements de pêcheurs.

Partenaires internationaux

GIZ, Union Européenne (projets régionaux), PNUD Tunisie, Banque Mondiale (études sectorielles).

Instruments de planification

PAU	Plan d'Aménagement Urbain en vigueur
PDL Climat	Plan de Développement Local intégrant le volet climat - En cours
SDAU	Schéma Directeur d'Aménagement de Djerba (régional)
PGZC	Plan de Gestion des Zones Côtières (APAL)

5- MATURITÉ CLIMATIQUE COMMUNALE

INDICE DE MATURITÉ CLIMATIQUE (IMC)

44,44%

Niveau AVANCÉ pour contexte tunisien

RISQUES CLIMATIQUES PRIORITAIRES

Dimension	Score	Appréciation
Vulnérabilité & exposition	3/5	ÉLEVÉE - Littoral, eau, chaleur
Capacités d'adaptation	2/5	Moyennes - Projets pilotes, personnel limité
Gouvernance institutionnelle	3/5	Bonne - PDL climat, référent désigné
Partenariats multi-acteurs	3/5	Réseau développé (APAL, CRDA, bailleurs)
Genre & inclusion sociale	2/5	Émergent - Institutionnalisation partielle
Outils & instruments	2/5	SIG partiel, tableaux de bord en construction

6- SOLUTIONS FONDÉES SUR LA NATURE (SFN)

PRÉVENTION INCENDIES & PROTECTION FORÊTS (PRIORITÉ #1)

Solution SfN	Surface/Cible	Coût estimé	Délai
1. Rechargement sédimentaire plages	5 km (Seguia, Aguir)	8 M TND	2025-2027
2. Brise-lames écologiques	500m linéaire	1,25 M TND	2025-2026
3. Restauration dunes littorales	3 km	240 000 TND	2025-2027

GESTION INTÉGRÉE RESSOURCES EAU

Solution SfN	Surface/Cible	Coût estimé	Délai
4. Micro-irrigation enterrée + capteurs	200 ha menzels	1,6 M TND	2025-2028
5. Réutilisation eaux traitées (STEP)	500 000 m³/an	2,5 M TND	2025-2028

AGRICULTURE RÉSILIENTE & BIODIVERSITÉ

Solution SfN	Surface/Cible	Coût estimé	Délai
6. Réhabilitation agroforesterie menzels	150 menzels	1,8 M TND	2025-2029

INVESTISSEMENT TOTAL ESTIMÉ : 15,4 M TND sur 2025-2029 | ROI : Protection plages +60%, économie eau agriculture +45%, patrimoine menzels préservé

7- PLAN D'ACTION ET INDICATEURS

ACTIONS PRIORITAIRES

Horizon	Actions	Responsable
URGENT 0-6 mois	- Renforcer cellule climat municipale (personnel dédié) - Lancer études rechargement plages prioritaires - Adopter moratoire constructions zone littorale 0-100m	Commune + APAL
COURT 6-18 mois	- Démarrer travaux protection littorale (Seguia) - Monter dossiers financements climat (FVC, UE) - Lancer programme irrigation économe menzels	Commune + Partenaires
MOYEN 18-36 mois	- Déployer SfN prioritaires (dunes, irrigation) - Structurer coordination multi-acteurs climat - Intégrer genre dans toutes les actions	Commune + Bailleurs

INDICATEURS DE SUIVI CLÉS

Indicateur	Référence	Cible	Échéance
Recul trait de côte plage Seguia	-2,3 m (2024)	Stabilisé	2027
Ha menzels équipés irrigation économe	0 ha	200 ha	2028
Financements climat mobilisés	12 M TND	50 M TND	2029
Solutions SfN déployées	4 / 8	8 / 8	2027

FENÊTRE D'OPPORTUNITÉ LIMITÉE :

- Les 5 prochaines années (2025-2030) sont décisives pour mettre en place des mesures d'adaptation structurantes.
- Au-delà, les coûts de réaction seront exponentiels et certains impacts irréversibles (perte définitive plages, abandon agriculture traditionnelle).
- La protection du littoral et la gestion de l'eau sont les PRIORITÉS ABSOLUES.



**PORTAIL DE LA COMMUNE
DE DJERBA MIDOUN**

